

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION SOCIALE

PAR
ISABELLE LORD

LA COMMUNICATION SOCIALE EN SITUATION DE CONTROVERSE
LE CAS DU TERMINAL MÉTHANIER RABASKA

NOVEMBRE 2011

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Sommaire

Nos sociétés sont traversées par les conflits. Tout est propice à susciter le désaccord et le débat. On n'a qu'à ouvrir le téléviseur pour s'en convaincre. La nature même du journalisme n'est-elle pas de représenter les *deux côtés de la médaille*? Les controverses constituent ainsi un important phénomène contemporain au sein de sociétés fortement différenciées et complexes en raison de l'imprévisibilité des événements susceptibles de survenir. Dans ce contexte, les controverses s'éloignent de l'idée reçue qui fait d'elles une dysfonction de communication entre acteurs et groupes d'acteurs sociaux, pour se présenter comme un processus d'intégration visant à lier entre elles les interprétations différentes pour faire sens. Plus spécifiquement ici, une controverse sociale et politique portant sur un objet technologique et scientifique — dite sociotechnique — est étudiée en tant que phénomène de communication parasociale par l'approche interlocutoire du lien social. Conformément aux objectifs fixés, cette approche théorique permet de décrire la communication de groupes d'acteurs sociaux interpellés par la controverse entourant la construction projetée du terminal méthanier Rabaska au sud de Québec. Avec l'analyse sociopragmatique du discours des protagonistes qui se sont manifestés au moyen de lettres d'opinion publiées dans les journaux, on parvient à découvrir certaines zones de convergence implicites aux contenus avancés.

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, monsieur Jo M. Katambwe. Le regard qu'il pose sur la communication a profondément influencé l'étudiante, la chercheuse et la professionnelle que je suis devenue. Du module de communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières, je remercie également Raymond Corriveau, directeur du deuxième cycle et professeur, ainsi que France Aubin, professeure, qui m'ont fait découvrir le monde universitaire et de la recherche scientifique et m'ont insufflé le désir d'en faire partie. Pour la qualité de l'enseignement que j'y ai reçu et pour son accessibilité, je suis heureuse d'avoir choisi ce programme de l'UQTR.

Il m'est cher d'adresser un hommage à la mémoire d'un enseignant exceptionnel qui nous a quittés beaucoup trop tôt. À Pierre Huard, dont la passion contagieuse et l'écoute attentive ont marqué mon parcours académique et demeurent une source d'inspiration, merci.

Enfin, à mes proches qui ont cru en moi et qui ont été d'un soutien indéfectible alors qu'ils subissaient mon absence, j'exprime ma plus profonde reconnaissance.

Table des matières

SOMMAIRE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES TABLEAUX	v
INTRODUCTION	1
PROBLÉMATIQUE	4
UN PHÉNOMÈNE SOCIAL CONTEMPORAIN	5
<i>La centrale thermique du Suroît</i>	6
<i>Le 250^e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham</i>	7
<i>Des intérêts pluriels et hétérogènes</i>	8
LA TRANSFORMATION DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES	9
<i>Prémodernité et modernité</i>	9
<i>Postmodernité</i>	11
<i>Apaisement des tensions sociales</i>	13
<i>Réduction de la complexité</i>	17
THÈME DE RECHERCHE	20
QUESTION GÉNÉRALE DE RECHERCHE	20
REVUE DE LITTÉRATURE	21
CONTROVERSES	22
<i>Controverses sociotechniques</i>	23
<i>Dimensions de l'objet controversé</i>	24
COURANTS DE RECHERCHE	29
<i>Théorie de l'acteur réseau</i>	29
<i>La controverse comme récit</i>	33
<i>Rhétorique des controverses</i>	35
ÉTAT DE LA RECHERCHE	38
CADRE THÉORIQUE	39
APPROCHE INTERLOCUTOIRE DU LIEN SOCIAL	40
<i>Lien social</i>	40
<i>Attentes</i>	41
<i>Communication sociale</i>	43
<i>Tâches dans la communication sociale</i>	46
<i>Ressources stratégiques</i>	49
OBJECTIF DE RECHERCHE	59
QUESTION SPÉCIFIQUE DE RECHERCHE	59

Cadre méthodologique	60
DISCOURS	61
<i>Analyse de discours</i>	63
DÉMARCHE DE RECHERCHE	67
<i>Corpus</i>	67
<i>Étapes d'analyse</i>	68
<i>Terrain de recherche</i>	70
RÉSULTATS	72
ANALYSE DES DONNÉES	73
<i>Promoteurs</i>	74
<i>Appuis aux promoteurs</i>	81
<i>Opposants locaux</i>	87
<i>Opposants experts</i>	96
CONVERGENCE ENTRE LES ACTEURS DE LA CONTROVERSE	110
DISCUSSION	111
FORMES DE LA CONVERGENCE	112
<i>Monde industriel</i>	112
<i>Monde marchand</i>	114
<i>Monde civique</i>	115
<i>Variété des mondes convoqués</i>	118
RELATIONS ENTRE LES ACTEURS	119
CONCLUSION	123
RÉFÉRENCES	131
APPENDICE A : GRILLE DES MONDES	138
APPENDICE B : GRILLE DES STRATÉGIES DE POLITESSE	140

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : ANALYSE SPECTRALE DES SOUS-TEXTES DES PROMOTEURS	81
TABLEAU 2 : ANALYSE SPECTRALE DES SOUS-TEXTES DES APPUIS AUX PROMOTEURS	87
TABLEAU 3 : ANALYSE SPECTRALE DES SOUS-TEXTES DES OPPOSANTS LOCAUX	96
TABLEAU 4 : ANALYSE SPECTRALE DES SOUS-TEXTES DES OPPOSANTS EXPERTS	109
TABLEAU 5 : SUPERPOSITION DES TABLEAUX D'ANALYSE SPECTRALE	110

Introduction

Le fait qu'elles soient si fréquentes et qu'on les taxe d'être à la source un certain immobilisme a éveillé notre intérêt pour l'objet que constituent les controverses sociales. Comment peut-on « avancer » collectivement alors que les désaccords sont omniprésents? Comment concilier tant d'intérêts divergents? Ce questionnement a motivé ce travail dont voici les principales divisions.

La problématique contextualise les controverses par le survol de deux épisodes récents et un bref historique des sociétés occidentales : on cherche à identifier les caractéristiques qui font d'elles un terreau propice aux controverses. Dans la revue de littérature, nous repérons ensuite les caractéristiques des controverses, de même que les divers courants de recherche qui leur portent intérêt. C'est à l'approche interlocutoire du lien social que nous empruntons les outils conceptuels pour étudier les controverses en tant que communication parasociale. Dans le cadre théorique, on explicite donc les tâches que doivent effectuer les acteurs et les ressources stratégiques dont ils disposent pour se lier les uns aux autres. Le cadre méthodologique s'attarde tout particulièrement au discours et à l'analyse discursive, puis précise la démarche visant à repérer les ressources stratégiques dont usent les acteurs pour résoudre le litige. Cet objectif de résolution d'une controverse, faut-il le préciser, réfère à la subjectivité des acteurs, non à celle de l'auteur. Il est vrai que les acteurs peuvent ne pas terminer les échanges par une résolution de la controverse, mais tout processus de communication vise ultimement

l'accord et le consensus : il « sert à négocier des définitions communes de la situation » (Habermas, 1987, p. 153). Pour que la controverse se termine à leur avantage, l'acte de langage des acteurs doit être accepté par autrui, quel qu'il soit (un gouvernement, un public à mobiliser, un opposant, etc.).

Le corpus se compose de lettres d'opinion publiées dans les journaux par divers acteurs interpellés par la controverse sociotechnique entourant l'implantation projetée du terminal méthanier Rabaska en banlieue sud de Québec. Les résultats de notre analyse sociopragmatique du discours sont ensuite exposés dans l'analyse avant d'être interprétés et de faire l'objet d'une discussion. Enfin, dans la conclusion, nous revenons sur les principales conclusions de ce travail avant d'aborder les avenues possibles pour la recherche ultérieure.

Problématique

Ce chapitre est consacré à la contextualisation du phénomène social que constitue la controverse. On y observe le déroulement de deux controverses récentes, puis on réalise un bref historique des sociétés occidentales d'hier à aujourd'hui jusqu'à identifier les caractéristiques propres à notre ère qui contribuent à cet important phénomène. On recense également quelques pistes avancées par les auteurs pour résorber les tensions qui animent nos sociétés ainsi que pour réduire leur complexité.

Un phénomène social contemporain

L'omniprésence de débats dans l'espace public est un phénomène social relativement récent. La prise de décision collective n'était pas assujettie à ce point à la participation des individus et groupes d'acteurs sociaux et les intérêts en présence étaient moins nombreux et moins divergents il y a à peine quelques décennies. À titre d'exemples, au nombre des enjeux ayant soulevé la controverse au Québec au cours des dernières années, on compte la construction de la centrale thermique du Suroît, projet avorté à deux reprises en raison d'une forte opposition, ainsi que les célébrations entourant le 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham, dont le programme a été revu pour calmer les esprits.

Centrale thermique du Suroît

Après un premier rapport défavorable du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), la construction de la centrale thermique du Suroît planifiée par Hydro-Québec subissait un premier revers en février 2003. Des opposants avaient en effet réclamé et obtenu du gouvernement qu'il tienne des audiences publiques sur ce projet énergétique litigieux. Des groupes à vocation sociale et environnementale, des experts, des élus, de même que des citoyens, ont manifesté leurs inquiétudes sur des thèmes tels que l'accroissement des émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES), les effets de la pollution atmosphérique sur la santé et la destination de l'énergie produite. L'enjeu se redéfinissait avec l'apport de tous ces acteurs et groupes d'acteurs. De solution efficace contre le déficit énergétique anticipé, la centrale du Suroît se présentait désormais comme une source de dangers et d'émissions de GES, une solution archaïque se destinant de surcroît aux États-Unis. Le gouvernement du Québec, alors péquiste, a abandonné le Suroît suivant les recommandations du BAPE et de vives contestations à la veille d'élections provinciales.

Le projet devait toutefois renaître en janvier 2004 avec une incidence réduite des émissions de GES à l'arrivée d'un nouveau gouvernement, libéral celui-là. Moins de 10 jours plus tard, des organisations et des citoyens se mobilisaient sous la coalition Québec Vert Kyoto (aujourd'hui QuébecKyoto). De nouvelles audiences publiques, tenues cette fois par la Régie de l'énergie, dont les conclusions déclaraient le projet du Suroît souhaitable, mais non essentiel, de même que d'importantes pluies remplissant les

réservoirs hydroélectriques et l'opposition toujours ferme, allaient justifier l'abandon définitif du projet en novembre de la même année.

Le 250e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham

Plus récemment, une controverse a éclaté au sujet des célébrations entourant le 250e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham à Québec ayant opposé les troupes de Montcalm à celles de Wolfe¹. La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN) planifiait des activités au cours de l'été 2009 pour le souligner. Un colloque, des activités à connotation historique, un bal masqué et une reconstitution de la bataille avec des figurants étaient au programme de l'organisme fédéral. Le maire de Québec donnait son appui à la CCBN étant donné les retombées économiques attendues. Le bal masqué et la reconstitution devaient toutefois se révéler particulièrement controversés, notamment à cause de leur nature festive, et motiver l'organisation d'un mouvement de contestation. Pour les opposants, il était inconcevable de célébrer la défaite d'un peuple. Certains citoyens et groupes de la société civile réclamaient l'annulation de toutes les commémorations de la bataille de 1759. C'était le cas de la Société Saint-Jean-Baptiste et du Réseau de résistance du Québécois (RRQ). D'autres groupes demandaient uniquement le retrait de la reconstitution grandeur nature et du bal masqué, mais se promettaient de suivre de près la programmation. Le Parti québécois et le Bloc québécois étaient du lot. Le premier ministre du Québec devait quant à lui prendre ses

¹ Le 13 septembre 1759, en quelque vingt minutes, les troupes anglaises de Wolfe ont vaincu les troupes françaises dirigées par Montcalm. Les Français voyaient ainsi leur sort scellé dans le Nouveau Monde qui passait aux mains des Anglais.

distances relativement à toute cette initiative, sans en réclamer l'annulation. L'ex-président et directeur général de la Commission de la capitale nationale du Québec allait jusqu'à plaider pour que le gouvernement du Canada cède le parc fédéral des plaines d'Abraham au Québec. Cette question a débordé sur la concession d'autres terrains fédéraux à Québec. Des groupuscules ont finalement lancé des appels à la violence. C'est sur cette base que s'est justifié le retrait du bal masqué et de la reconstitution historique de la programmation par la CCBN. Non contents que des commémorations restent à l'agenda, la Société St-Jean-Baptiste et le RRQ ont continué de militer en faveur de l'annulation de toute activité.

Intérêts pluriels et hétérogènes

Il ne s'agit là que de deux cas d'espèce. Les controverses meublent une part considérable des informations médiatiques. La question qui se pose avec acuité est la prise de décision dans le bien et l'intérêt de tous alors que les intérêts paraissent inconciliables, tant par leur nombre que par leur diversité. Dans la controverse du Suroît, le gouvernement du Québec s'intéresse à la sécurité énergétique de la population tout comme Hydro-Québec, qui cherche en plus à accroître ses revenus². Les acteurs du milieu économique comme le Centre local de développement (CLD) et certains élus ont un intérêt commun pour les retombées économiques régionales. Les producteurs agricoles voisins espèrent pouvoir faire usage de la chaleur résiduelle pour des serres à

² Hydro-Québec pouvait augmenter ses profits de trois façons grâce au Suroît : en diminuant ses coûts de production, en vendant de l'énergie aux États-Unis et en achetant le combustible requis au fonctionnement de la centrale à Gaz Métro, à laquelle il participait en tant qu'actionnaire.

vocation agricole. Les environnementalistes militent pour la concrétisation des objectifs fixés au protocole de Kyoto et pour la protection des sols, tout comme de nombreux citoyens et experts. Les experts de la santé s'inquiètent quant à eux des effets de l'augmentation de la pollution atmosphérique générée par la centrale sur la santé des résidants. Les intérêts ne semblent donc pas converger. C'est aussi le cas de la controverse entourant les célébrations du 250^e anniversaire la bataille des Plaines d'Abraham, qui met en jeu des intérêts totalement contradictoires. Pour certains, cette bataille a marqué le début d'une belle aventure canadienne; pour d'autres, il s'agit de la conquête du peuple français. D'autres encore n'y verront qu'un prétexte susceptible de provoquer des retombées désirables. Est-il envisageable de concilier ces intérêts? Comment décider dans l'intérêt de tous?

La transformation des sociétés occidentales

Nous vivons une importante transformation sociale, terrain propice à l'éclatement de controverses. Bauman (1992) observe trois périodes aux attributs distinctifs dans l'histoire des sociétés occidentales, la prémodernité, la modernité et celle dans laquelle nous évoluons : la postmodernité ou modernité liquide.

Prémodernité et modernité

Les sociétés prémodernes se caractérisaient par leur fragmentation, leur décentralisation et une importante stratification. C'est-à-dire qu'elles se composaient de nombreuses communautés autosuffisantes – chacune vivant ses propres traditions et

répondant de pouvoirs locaux – et qu’elles étaient stratifiées en fonction de classes sociales clairement définies. Ces communautés évoluaient au sein d’une hiérarchie bien établie où la religion occupait une place déterminante.

Du 17^e au 19^e siècle, la *modernité*, centralisatrice, s’est implantée au détriment des pouvoirs locaux prémodernes dans un effort soutenu pour uniformiser les valeurs, les normes et les croyances qu’on voulait désormais fondées sur la raison et le progrès. On aspirait à créer l’ordre. Les problématiques sociales consécutives à un accroissement soudain de la population allaient justifier cette profonde transformation. Pour s’adapter aux changements de son environnement, toute société dite avancée entreprend un double processus, soit la différenciation — la subdivision et la spécialisation de ses composantes — et l’intégration des nouvelles unités ainsi créées (Parsons, 1961). C’est ainsi qu’elle innove et évite le chaos. La modernité était donc propice au développement de l’expertise scientifique, dont les savoirs spécialisés servaient le fonctionnement de l’État et celui d’organisations privées. Pour intégrer les ressources, humaines et non humaines, la spécificité de l’information et sa circulation devenaient capitales. Celles-ci devaient assurer la survie et la croissance des sociétés au moyen des savoirs scientifiques portant entre autres sur la santé, la fertilité et le travail, en plus de garantir l’expansion du commerce par l’intermédiaire d’un vaste réseau de communication, qui allait pallier la contrainte de l’espace. C’est ici que s’amorce la *réflexivité* puisque les sociétés deviennent à elles-mêmes objet de réflexion et révisent leurs pratiques grâce au savoir des experts.

Cette solution répondant aux objectifs modernes que constituaient la spécialisation et la diffusion de masse d'information a mis les sociétés sur la voix de la *postmodernité* (Bauman, 1992).

Postmodernité

On situe entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et la chute du mur de Berlin le passage à l'ère que nous connaissons aujourd'hui, couramment présentée sous le vocable *postmodernité*³. Chez Bauman (1992), cette nouvelle période de l'histoire des sociétés occidentales ne rompt pas complètement avec la précédente, car plusieurs valeurs universelles demeurent, mais elle s'oppose à l'uniformisation et à la standardisation culturelle moderne. La *postmodernité* assume plutôt le pluralisme irréductible et permanent des idées, des communautés et des cultures : en d'autres termes, son processus de différenciation. L'essentiel de la réflexion politique contemporaine chez Touraine (2005) repose justement dans cette tension entre les valeurs universelles fondatrices de la modernité et les nombreux particularismes revendiqués⁴ dans la *postmodernité*. La présence d'une multitude de points de vue distincts entrant inévitablement en désaccord amène Bauman (1992, 2004), comme Touraine (1992, 2005) et plusieurs autres auteurs, à conclure à la fragmentation de la société.

³ Cette expression fait elle-même l'objet d'une controverse. Certains auteurs y voient une rupture radicale avec la modernité alors que d'autres n'y voient que la manifestation de ses avatars. Dans la littérature, on y réfère sous les expressions *modernité liquide*, *période postindustrielle*, *modernité réflexive* et *modernité tardive* (*late modernity*) et même *phase aigüe de la modernité*.

⁴ Suivant la valeur universelle moderne d'égalité, des couples homosexuels ont par exemple réclamé le droit de se marier civilement. Ces valeurs sont encore d'usage, mais servent désormais des intérêts particuliers.

La fragmentation est une caractéristique également soulignée par Lyotard (1979), qui voit toutefois dans la postmodernité un tout nouveau paradigme où évolue une juxtaposition d'individus, par opposition avec la société moderne composée de communautés réunies autour de grands récits reposant sur des valeurs et des normes communes. Généreux (2006) et Javeau (2007) accusent ce nouvel individualisme de provoquer un repli en communautés d'intérêts (communautarisme) générant des conflits sociaux entre groupes aux intérêts divergents. Touraine (1992, 1997) convient que l'omniprésence de luttes animant les sociétés fragmentées peut être le fruit de revendications communautaristes, mais de son avis, cela peut aussi se révéler une contestation du rapport de domination postindustriel. Dans cette seconde situation, les luttes menées relèvent de ce qu'il qualifie de mouvement social⁵. Affranchies de la détermination de la nature et de la religion depuis la modernité, les sociétés, de même que les individus, détiennent la capacité de se réfléchir et d'agir sur elles-mêmes. Touraine décrit ce phénomène réflexif, qu'il nomme *historicité*, comme la capacité de se produire ou la capacité de produire l'histoire. Les sociétés deviennent de ce fait la scène de conflits dont l'objet est la direction à donner à cette action. La rationalisation, soit la tentative d'objectivation de valeurs promues par un acteur ou un groupe d'acteurs, constitue le principal enjeu des conflits sociaux contemporains.

⁵ Pour être reconnus comme relevant du mouvement social de son époque, les acteurs d'une lutte doivent répondre à trois critères : ils se définissent par rapport à l'enjeu, et ce, de façon institutionnelle; il y a reconnaissance de l'adversité; ils ont l'enjeu en commun, mais s'opposent sur sa finalité.

Ainsi, la fragmentation engendre l'omniprésence de conflits sociopolitiques (Bauman, 1992). Pour Hannah Arendt, citée chez Moscovici et Doise (1992), deux caractéristiques de la pluralité en font la source de conflits : l'égalité et la distinction. Nous sommes égaux, nous entrons donc en conflit de façon légitime. Et nous sommes distincts, ce qui ouvre la porte aux jeux d'influence et de persuasion pour réduire les différences⁶. Partant, le conflit est un processus d'intégration.

Apaisement des tensions sociales

Ces tensions sociales ne peuvent être résorbées par les stratégies d'usage à l'intérieur des relations interpersonnelles selon Bauman (2004, 2007). Dans les relations familiales, les frictions sont réputées passagères. Elles indiquent que des ajustements doivent être apportés. Mais l'harmonie et la compréhension sont insuffisantes au-delà de ce type de relation, où les protagonistes se maintiennent sur le pied de guerre et où les attentes reposent sur des hostilités entre coalitions éphémères. Néanmoins, les stratégies suggérées par Bauman (2004, 2007) pour gérer les inévitables tensions sociales reposent sur le respect de chacun. Cela implique de répondre à son aspiration — que nous partageons tous — à la reconnaissance et à la confirmation de sa dignité en tant que porteur d'une valeur unique. Il faut conséquemment respecter la valeur de nos différences et y voir un enrichissement à la vie sociale.

⁶ C'est ce que Burke (1951) appelle la *consubstantiation*, c'est-à-dire l'identification à l'autre visant à éliminer la culpabilité ressentie à cause de cette différence (*substantialité*).

Tant au niveau des relations intimes que sociales, l'auteur croit que l'altérité ne doit pas être surmontée, mais expérimentée. Il utilise l'expression *modus co-videndi*⁷ pour parler de ce vivre ensemble dans le respect de la différence et propose le dialogue et l'interaction comme moyens d'intégrer l'altérité à son propre univers. À cette fin, Bauman favorise spécifiquement les relations de proximité topographique – à l'inverse des relations virtuelles – parce que c'est autour de lieux physiques que se forme l'expérience humaine, que se négocient les sens partagés. Il blâme le repli des élites dans des ghettos volontaires, une réaction *mixophobic*, de même que l'usage croissant des technologies de l'information, qui répriment l'engagement des uns envers les autres tant au niveau de la durée des relations que de l'obligation d'assistance mutuelle.

Partager l'espace avec des étrangers, vivre en leur proximité non invitée et pourtant envahissante est une condition à laquelle les citoyens trouvent qu'il est difficile, peut-être impossible, d'échapper. La proximité des étrangers est leur destinée, ils doivent expérimenter, essayer, tester et (avec un peu de chance) trouver un *modus vivendi* qui rende la cohabitation acceptable et l'existence vivable. (Bauman, 2004, p. 30)

Les villes sont ainsi selon lui le lieu propice pour expérimenter l'altérité. Il pose comme condition de réussite la contribution de l'architecture et de l'urbanisme. Dans les milieux urbains, on trouve concentrées les deux caractéristiques de la fragmentation, la diversité et l'hétérogénéité, qui rebutent autant qu'elles attirent. La stratégie urbanistique et architecturale de Bauman repose sur le renforcement de cet attrait, qu'il nomme *mixophilie*, par la création d'espaces publics ouverts, attirants et accueillants pour toutes

⁷ Contrairement au *modus co-vivendi*, le *modus vivendi* permet, pour rendre la cohabitation acceptable, de se réfugier en communautés de similarités. Dans ces lieux, dont les banlieues huppées sont une illustration éloquent, il n'est pas requis de consentir des efforts de compréhension et de négocier les significations ni à l'interne — on se ressemble suffisamment pour s'épargner le travail — ni à l'externe, avec cet Autre qui fait peur, car on le fréquente peu.

les catégories de citoyens qui les fréquenteraient régulièrement, voire quotidiennement. Dans ces lieux se déploieraient des efforts de compréhension, de négociation et de compromis pour vivre au sein de la différence. Cette stratégie, locale et temporaire, doit toutefois être précédée d'une *réforme de la condition existentielle*. Bauman (2004, 2007) anticipe en effet la négociation urbaine comme une préparation aux négociations globales entre les civilisations. Les tensions similaires naissant à un niveau planétaire, inhérentes à la mondialisation, pourraient ainsi paraître moins insolubles, à son avis.

Selon Touraine (1992), c'est à l'intérieur d'un système politique démocratique que s'exprime la pluralité des idées et des intérêts et que se gèrent les conflits sociaux. La démocratie se pose comme médiatrice, aussi autonome que possible, entre l'État et les groupes d'acteurs sociaux composant la société civile. Trois principes rendent la démocratie propice aux débats et aux échanges, bref à la régulation de la vie sociale. D'abord, telle qu'il la conçoit, la démocratie se qualifie davantage par la limitation du pouvoir central que par la participation du peuple au pouvoir. Cette liberté négative est une conscience intériorisée des droits individuels et collectifs ainsi que du respect des minorités et des libertés : mes droits et libertés s'arrêtent avant de brimer ceux des autres.

Ensuite, la conscience de citoyenneté force la reconnaissance de la pluralité des intérêts et des idées ainsi que le sentiment de responsabilité à l'égard des institutions qui respectent les droits et libertés et permettent l'expression des points de vue. Elle fait le

pont entre les intérêts particuliers et les affaires publiques. C'est tout particulièrement sous cet angle que la conscience d'appartenance institutionnelle à une démocratie apporte une réponse aux conflits sociaux. Les instances de consultations publiques comme le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) en constituent un bon exemple, car elles ont pour raison d'être l'expression des intérêts et des idées d'acteurs et de groupes d'acteurs sociaux concernés par une question sur laquelle on doit trancher et qu'elles se déroulent à l'intérieur d'un cadre que la seule participation légitime. En conjuguant le cadre social et le conflit, le débat démocratique permet d'atteindre un compromis puisque le cadre social agit comme une limite au conflit.

Enfin, la représentativité, à la fois du système électoral et des partis et des intérêts sociaux en présence, permet de définir les conflits sociaux et de leur apporter des solutions. L'offre doit correspondre aux multiples intérêts coexistant dans la société. Cela suppose une société civile capable d'apporter ses propres définitions des enjeux à résoudre par la politique. Luhmann (1999) partage cet avis : c'est à travers l'alternance politique en démocratie et la consultation de l'opinion publique que se résolvent les litiges sociaux selon lui.

Réduction de la complexité

Luhmann (2006) identifie les composantes de la fragmentation, soit la pluralité et l'hétérogénéité (ou diversité), à l'origine de l'extrême complexité du monde. Combinées, la pluralité des éléments qui composent le monde, de même que leur diversité et leur contingence (ou imprévisibilité), offrent des possibilités infinies qui surpassent les capacités de traitement de tous les systèmes. L'actualisation de l'ensemble des futurs potentiels est impossible. L'autre est désormais omniprésent dans sa différence qui ne nous permet aucune prédiction (Bauman, 2004; Luhmann, 2006). Dans une optique d'intégration des fragments épars, les hommes doivent développer des moyens de réduction de la complexité de plus en plus efficaces. Les technologies de l'information en constante progression jouent un rôle prépondérant à cet égard dans les sociétés postmodernes (Bell, 1973). Elles favorisent la réflexivité en diffusant les fruits du travail des experts, qui orientent les pratiques tant individuelles que sociales. Paradoxalement, l'accroissement et la réduction de la complexité surviennent simultanément (Luhmann, 2006), et ce, pour trois raisons.

D'abord, l'expertise produit des connaissances orientant les pratiques des sociétés soucieuses d'améliorer leurs performances. Cela engendre de l'incertitude et des controverses puisque ces savoirs sont à la fois accessibles, constamment révisés et contestés (Beck, 2001; Giddens, 2005; Latour, 1989). L'expertise et les innovations technologiques induisent des risques difficiles à évaluer à cause des failles dans les connaissances et de possibles discontinuités (Lagadec, 2002). C'en est fini de

l'imputabilité externe : les sociétés subissent les effets secondaires de leurs propres actions (Beck, 2001). La contingence du monde est désormais ressentie⁸ (Bauman, 1999; Luhmann, 2006).

Ensuite, la diffusion d'information issue de l'expertise en sciences humaines et sociales a pour conséquence une constante révision des pratiques sociales et organisationnelles. Cette réflexivité systématique modifie constitutivement leur propriété. Elle ne permet donc pas de conclure à une plus grande certitude puisqu'« aucune somme des connaissances concernant la vie sociale ne pourrait englober toutes les circonstances de son déroulement; (...) la connaissance de ce monde contribue à son caractère instable ou mutable » (Giddens, 1994, p. 51).

En dernier lieu, en accroissant les possibilités de communication, de même que la quantité et la vitesse de diffusion de l'information, les réseaux de communication contribuent à faire circuler des messages contradictoires. Dans ces conditions, les messages n'arrivent pas à renforcer la communauté et les liens sociaux — et donc à intégrer — comme ils y parvenaient avec une communication directe (Bauman, 1999). Pour réduire l'incertitude liée à toutes les interprétations ainsi ouvertes, les médias diffusent, par un surcroît de transparence et d'objectivité, des simulacres qui ne font qu'augmenter à leur tour l'incertitude et la confusion (Baudrillard, 1981). Les simulacres

⁸ La modernité était contingente, mais puisque l'attention était portée sur la division du monde en deux récits, comme deux demies constituant une totalité, elle n'était pas sentie. Dans le grand schisme, chacun avait sa place et son sens (Bauman, 1999).

mettent la réalité en scène comme une fiction. Ils se substituent aux objets réels pour créer une autre réalité, comme la carte géographique se substitue au territoire réel.

Ainsi, les sciences et les technologies ne permettent pas de régler de façon définitive la complexité (Callon et coll., 2001). Elles contribuent même à l'accroître en induisant des risques imprévisibles, en altérant leur objet d'étude et en faisant circuler des simulacres. On voit la science, productrice de savoirs, se montrer insuffisante pour construire une définition socialement acceptable de la vérité, tout comme la tradition mise à mal dans l'appropriation réflexive de la connaissance. Néanmoins, les échanges peuvent faire évoluer le conflit vers un consensus : « S'asseoir autour d'une table, c'est poursuivre le conflit, et aussi s'engager à le conclure par un autre moyen » (Moscovici et Doise, 1992, p. 87). Dans ce monde réflexif où les normes et conventions sont susceptibles d'être négociées, le consensus détiendrait la plus grande légitimité (Giddens, 2005; Moscovici et Doise, 1992). La vérité et le sens se construisent en effet dans un consensus. « Tout ce que nous tenons pour réel, rationnel, vrai et valable émerge des relations. (...) En agissant les uns avec les autres (...) nous créons nos propres réalités rationnelles. » (Gergen et Gergen, 2006, p. 44). Or, la convergence n'est pas garantie. Elle est particulièrement difficile lorsque les acteurs et groupes d'acteurs sociaux en présence ont des buts discordants et lorsque le conflit est médiatisé (Moscovici et Doise, 1992). Cela complexifie la prise de décision politique, qui doit prendre en compte les acteurs et groupes d'acteurs sociaux concernés (Beck, 2001; Callon et coll., 2001).

Thème de recherche

Puisque des décisions impliquant des collectivités s'imposent en l'absence de certitudes dans nos *sociétés du risque* (Beck, 2001) et en présence de points de vue divergents, il s'agit ici d'étudier la communication de la controverse à partir d'un cas précis de controverse sociotechnique et, ce faisant, de mettre en évidence les possibilités de convergence entre les protagonistes concernés. Le thème de cette recherche est donc celui des controverses sociotechniques se définissant comme des controverses sociales et politiques portant sur des questions et des objets technologiques et scientifiques.

Question générale de recherche

Comment décrire la dynamique de cette convergence par la communication lors de controverses sociotechniques?

Revue de littérature

Plusieurs auteurs ont tenté de décrire les controverses, notamment les controverses sociotechniques, et en ont identifié un certain nombre de dimensions qui sont relevées dans cette section. On y distingue également trois courants de recherche qui ont fait des controverses leur objet.

Controverses

Alors qu'elles sont ordinairement perçues comme une dysfonction, un problème de communication du politicien ou du scientifique qui ne parvient pas à se faire comprendre des citoyens et des groupes d'acteurs sociaux, les controverses sont plutôt un processus de communication, une alternative à la violence et aux rapports d'autorité classique du politique et de la science (Boltanski et Thévenot, 1991; Lascoumes, 2002; Schmoll, 2008). La littérature définit les controverses en tant que processus d'intégration impliquant au moins deux parties et survenant dans un contexte d'incertitude. Il s'agit d'une situation de désaccord dont l'objet touche les valeurs et les intérêts divergents coexistants au sein de nos sociétés, des visions du vivre ensemble et du bien commun paraissant inconciliables.

Les controverses se distinguent des disputes en présentant les enjeux sous plusieurs angles grâce au concours de nouveaux acteurs (Moscovici et Doise, 1992; Callon et coll. 2001), ainsi que par leur portée pragmatique (Callon et coll., 2001; Schmoll, 2008).

Certaines controverses se terminent alors que certaines autres demeurent latentes jusqu'à un prochain épisode. Boudia (2007) qualifie de *controverses à rebond* celles dont la trajectoire suit un mouvement de va-et-vient entre des périodes d'activité suivies de périodes de sommeil, sans consensus ni clôture définitive, et qui sont réactivées à la faveur d'autres circonstances (Goodnight, 2005). Généralement, une controverse se terminera par une manifestation de pouvoir, car une décision s'impose. Cette manifestation prend la forme d'une décision politique ou d'un accord plus ou moins durable entre les acteurs et groupes d'acteurs dits majoritaires, doublé d'un renoncement des acteurs et groupes d'acteurs minoritaires à déstabiliser cet accord (Lascoumes, 2002; Latour, 2005). Le contexte social peut aussi désigner le vainqueur (Prochasson, 2007).

Controverses sociotechniques

Plus spécifiquement, les controverses sociotechniques sont des controverses sociales et politiques autour de questions et d'objets technoscientifiques (Lilti, 2007). En plus de l'incertitude scientifique qui y joue un rôle prépondérant, elles sont provoquées par la croissance des innovations et des risques collectifs ainsi que par le rôle des experts dans la production de ces risques. « La prise de conscience de ces incertitudes scientifiques et techniques a pour effet de conduire à la reformulation du problème » (Callon, Lascoumes et Barthe, 1992, p. 31). La controverse sociotechnique est ainsi la reformulation collective d'un objet litigieux par l'émergence de nouvelles interrogations et de nouveaux scénarios. Les dimensions décrites ci-dessous ont été répertoriées dans la littérature.

Dimensions de l'objet controversé

Dimension pragmatique. À l'origine de la controverse, une décision s'impose malgré les incertitudes ou à cause d'elles (Callon, Lascoumes et Barthe, 1992). Sa portée étant pragmatique, la question initiale est fermée. On cherche moins à connaître les opinions de chacun qu'à trancher la question. C'est le fait qu'on doive y répondre par oui ou non qui polarise le débat (Schmoll, 2008).

Dimension discursive. L'expression des désaccords fait advenir l'objet au potentiel litigieux sur le plan de l'intelligibilité, mais non de sa réalité objective (Rasmussen, 2007). La controverse naît dans le *dit*. Un projet ou un agissement, aussi douteux soit-il, ne peut faire l'objet d'un débat tant qu'il reste non-dit. L'existence de cet objet controversé apparaît par le langage (Schmoll, 2008). La délibération est inhérente aux controverses, qui se manifestent à travers l'échange d'arguments visant à résoudre une situation problématique (Bohman, 1996). Ainsi, l'ensemble du processus que constituent la controverse et la construction de faits scientifiques implique l'usage de la rhétorique (Latour, 2005). « Il convient de prendre en compte la dimension fondamentalement discursive des controverses, objets de langage et de rhétorique à visée argumentative qui tendent à persuader, convaincre, démontrer, provoquer l'adhésion, affirmer l'autorité, créer un sentiment d'évidence, établir des relations avec les interlocuteurs » (Prochasson et Rasmussen, 2007, p. 9).

Dimension de publicisation. La controverse réunit des adversaires face à un public qu'ils cherchent à mobiliser en tant que ressource dans le débat. La présence de ce public oblige entre autres les protagonistes à user de civilité dans leurs échanges en agissant comme une contrainte argumentative (Lemieux, 2007). Ce tiers peut prendre des formes variées, il peut être témoin, juge ou partie (Prochasson et Rasmussen, 2007) et même virtuel⁹ (Fabiani, 2007).

Pour mobiliser le public, au sein duquel on trouve d'autres acteurs dont les intérêts sont en jeu, ou encore pour convertir une audience passive en public politique (Terzi et Bovet, 2005), les débats doivent sortir du cadre où ils ont pris naissance et circuler dans d'autres espaces (Olson et Goodnight, 1994; Prochasson, 2007; Lilti, 2007; Fabiani, 2007). La publicisation de la controverse est donc essentielle à ce qu'elle advienne. Callon, Lascoumes et Barthe (1992) identifient la médiatisation comme condition de réussite des débats publics organisés entourant les sciences et les techniques. Les médias structurent et organisent le débat, éclairent le néophyte¹⁰, en plus de permettre la reconnaissance des identités (acteurs et groupes d'acteurs) impliquées. Mais ils augmentent du coup la pluralité des intérêts défendus, avec pour conséquence la complexification des règles et l'intensification de la controverse (Prochasson et Rasmussen, 2007). Puisqu'ils deviennent eux-mêmes acteurs dans le débat par la représentation qu'ils en font (Terzi et Bovet, 2005), on accuse aussi les médias de

⁹ C'est le cas par exemple des générations futures, régulièrement interpellées comme ressource dans les controverses sociotechniques.

¹⁰ Les médias diffusent les connaissances à la population et permettent l'appropriation de ces connaissances par l'ensemble des acteurs de la controverse (Lascoumes, 2002).

simplifier les enjeux et d'induire une perception exagérée des différences conflictuelles entre les positions pour faire sensation (Tannen, 1998).

Dimension conflictuelle/consensuelle. L'accord et les justifications qui le fondent en situation de désaccord constituent des *moments étroitement liés d'un même cours d'action* (Boltanski et Thévenot, 1991). Ils ne s'opposent pas. Certains points d'accord permettent d'ailleurs à la controverse d'advenir : les protagonistes sont à tout le moins d'accord d'être en désaccord; et ils peuvent ou non s'accorder sur les règles de l'arène où se déroule la controverse et sur les conditions de consensus (Lilti, 2007; Rasmussen, 2007). Celles-ci s'ajoutent toutefois souvent à la liste de griefs qui s'accumulent au fil du débat (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001).

Loin de l'idéal habermassien de la production de la vérité par la discussion raisonnée, les controverses sont chargées d'affects puisqu'elles touchent aux valeurs de la société. Les notions de risques et d'incertitude scientifique en contexte de controverse sociotechnique et la mobilisation des acteurs et groupes d'acteurs exacerbent les passions. « La controverse ne fait pas que confronter des opinions, elle suppose un échange argumenté, qui met en jeu des critères de vérité » (Schmoll, 2008, p. 258). L'accès aux espaces de discussion est également pointé en ce qui a trait aux difficultés d'atteindre l'idéal du *diputatio*¹¹ (Merg-Essadi et Schmoll, 2008). Cette asymétrie est

¹¹ C'est-à-dire « l'idée que des avis opposés peuvent être formulés dans un espace qui autorise que tout puisse être dit, et que la discussion rationnelle peut résoudre de façon pacifique les différends et produire

maintenue par les forces économiques et politiques et par les paradigmes scientifiques dominants (Schmoll, 2008). Les relations de pouvoir agissent d'ailleurs comme contrainte argumentative (Lemieux, 2007).

Dimension d'apprentissage. Les controverses sociotechniques modifient le mode de production des savoirs, traditionnellement vertical, en y intégrant une pluralité d'acteurs transdisciplinaires et même profanes (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001; Latour, 2005). Elles visent non seulement à produire des décisions, mais aussi les connaissances qui les légitiment (Schmoll, 2008). Aussi, les controverses organisent *l'investigation complète des états du monde possibles* (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001). Cette expression qualifie la liste des entités (humaines et non humaines) et les possibles interactions entre elles : les scénarios envisageables. On réalise ainsi l'inventaire des problèmes et des solutions. Même si on ne connaît pas toujours leurs probabilités d'occurrence, les états du monde bien répertoriés facilitent la prise de décision. On arrive également à faire l'inventaire des acteurs concernés, soit l'apprentissage de la composition du social. Les groupes se forment, les alliances¹² se créent. Il y a reconnaissance et modification des identités. Les acteurs impliqués fournissent les informations issues de leurs analyses et ils informent des intentions de leurs opposants facilitant l'évaluation de l'objet en litige. (Latour, 2005; Lascoumes, 2002).

un avis qui non seulement est celui auquel ne peut que se ranger le plus grand nombre, mais qui est également le plus rationnel en l'état des connaissances exposées » (Merg-Essadi et Schmoll, 2008, p. 123).

¹² Réseaux d'acteurs partageant des intérêts.

Dimension participative. Callon, Lascoumes et Barthe (1992) soutiennent que les controverses servent davantage l'exploration des mondes possibles, dans un processus itératif permettant l'ajustement continu des décisions, que la prise d'une décision sans appel pour résoudre la situation. Cette position est appuyée par Moscovici et Doise (1992) pour qui l'expression des divergences suscite la reconnaissance et l'engagement, mais ne supprime pas les désaccords, elle sert à les tolérer¹³. Le consensus — l'ultime instance ayant la légitimité requise pour répondre aux besoins des individus à décider selon eux — est vu, non pas comme un accord inaliénable, mais comme une série d'accords partiels, locaux et temporaires, dont la clé repose dans la participation¹⁴. La multiplication des échanges dans la participation à la négociation renforce les liens sociaux et la confiance et apaise les tensions sociales, contrairement à l'anonymat qui augmente les possibilités d'hostilité (Tannen, 1998; Melé, 2004; Moscovici et Doise, 1992).

¹³ La suppression des conflits relève d'un exercice d'autorité.

¹⁴ Luhmann (1999) remet toutefois en cause la participation pour résoudre les controverses pour deux raisons. D'abord, la contingence obligerait la politique à opérer en système fermé, donc à décider sans la participation publique. Ensuite, parce qu'elle ajoutent à la lourdeur administrative, les procédures participatives sont perçues négativement.

Courants de recherche

On distingue généralement trois approches pour l'étude des controverses. La première, dominante, porte sur le processus menant à la construction des faits, du sens. La seconde s'intéresse aux éléments de la trame narrative. La troisième traite de la rhétorique de l'argumentation dans les échanges entre les parties en cause.

Théorie de l'acteur réseau

L'étude des controverses sociotechniques est actuellement dominée par le courant de l'acteur réseau (*Actor Network Theory*, dit ANT) envisageant les controverses scientifiques et sociotechniques comme inhérentes au processus de construction des faits. Il est issu de la sociologie des sciences (Bloor, 1983), qui pose la première la controverse en tant qu'objet de recherche. Celle-ci est « le lot commun de la fabrication des savoirs, en tant qu'elle est structurante parce qu'au cœur des pratiques ordinaires et nécessaires de la science » (Pestre, 2007, p. 30). Elle postule donc l'ambiguïté constitutive des sciences. La sociologie des sciences s'est d'abord intéressée aux conditions de production des savoirs scientifiques en rejetant le réalisme — soit la vérité triomphante qui s'impose d'elle-même en laboratoire — et l'héroïsme du scientifique isolé, seul responsable de la mettre au jour. Évoluant vers une perspective sémiologique, elle s'est ensuite intéressée au sens construit dans l'interaction des acteurs d'une controverse. Cette nouvelle variation du courant est normative, elle cherche à gérer les controverses. Il y est question d'intégrer les profanes aux discussions jusque-là strictement réservées aux experts. On y propose une démocratie plus directe, qualifiée de

dialogique, dans les choix technologiques des sociétés (Giddens, 1984; Callon, Lascoumes et Barthe, 1992). La théorie de l'acteur réseau accorde ainsi une place de choix aux citoyens ordinaires. L'importance de sa contribution, particulièrement en contexte de controverse sociotechnique, est soulignée ici par Lascoumes (2002) :

Le public n'est pas une masse ignorante et irrationnelle. Ses réactions ne sont pas seulement animées par des croyances absurdes et des intérêts égoïstes. Au contraire, (...) le public a [souvent] été le premier et le meilleur lanceur d'alerte (*whistleblowing*) face à une situation de crise dont les spécialistes niaient la réalité ou l'ampleur. Les observations des non-spécialistes et leur épidémiologie spontanée ont indiqué les pistes à suivre pour réagir à une catastrophe, pour en mesurer l'ampleur et rechercher des voies d'action. (Lascoumes, 2002, p. 69-70)

Les profanes contribuent à la production de nouvelles connaissances en mettant des problèmes et des obstacles en évidence. Ils sont souvent innovateurs dans leur approche des chaînes causales. Ils participent à des collectifs de recherche, par l'intermédiaire de groupes concernés, souvent proches d'experts. Ils peuvent enfin collaborer grâce à leurs propres connaissances, mais cette expertise locale est souvent négligée par les chercheurs (Callon, Lascoumes et Barthe, 1992).

Le forum hybride désigne l'espace public organisé où se rencontrent les discours hétérogènes d'acteurs tout aussi hétérogènes concernés par une controverse (Callon, Lascoumes et Barthe, 1992). Les enjeux éthiques, économiques, scientifiques et techniques s'y entremêlent. Chaque enjeu découle d'une logique parfois conciliable ou source de conflit, et contient des limites et des contradictions (Steudler, 2008). Callon Lascoumes et Barthe (1992) ont identifié des critères d'évaluation du processus des forums hybrides. Ceux-ci sont relatifs à la précocité de la participation des profanes au

processus ainsi qu'au souci de la composition du collectif y prenant part (*affirmation de l'identité émergente*, écoute mutuelle et négociation des identités), au degré de diversité des groupes et à leur indépendance, de même qu'au degré de sérieux et de continuité des discussions.

Or, le cadre où se déroulent les échanges fait aussi régulièrement l'objet de controverse (Olson et Goodnight, 1994) et la symétrie entre les acteurs, on l'a vu, n'est pas garantie. « L'instauration d'un espace de discussion est le fait d'un acteur qui, d'une part, a les moyens de l'imposer, de l'autre, voit son intérêt à ce que cet espace existe, ou à tout le moins calcule que ses intérêts n'en seront pas essentiellement menacés » (Schmoll, 2008, p. 267). De plus, les auteurs négligent l'apport des médias à la controverse, n'y voyant qu'un rôle de diffusion des protagonistes et de leurs arguments alors qu'ils effectuent avant tout un travail de sélection (Manning et White, 1949). Les médias sont eux-mêmes de puissants acteurs sociaux et économiques, dont les intérêts peuvent être interpellés par la controverse.

La théorie de l'acteur réseau aborde les faits dans leurs dimensions scientifique et politique. Un fait n'y est pas qualitativement différent d'une fiction. La vérité est le fruit d'un solide réseau constitué d'humains et de non humains – acteurs et actants – dépendant en grande partie de la combinaison des stratégies déployées par les protagonistes. À travers son modèle de traduction, Latour (1989) met donc de l'avant la mobilisation d'alliés humains (des chercheurs, des technologues, des groupes sociaux,

des consommateurs, etc.) et d'alliés non humains (les faits établis, les énoncés, les résultats de recherche, les objets, les documents institutionnels, etc.) comme partie prenante du processus de construction des faits et de la réalité. La traduction est un dispositif sémantique qui permet aux acteurs de s'organiser, de constituer un réseau, afin d'imposer leur propre définition de la situation (Cooren, 2001). Elle permet de lier les intérêts de tous afin de constituer une *boîte noire*, au sein de laquelle tous les éléments, faits et objets, doivent *se mouvoir ensemble et agir comme un tout unique* (Latour, 1994). Chacun voit chez l'autre l'allié lui permettant de poursuivre ses propres intérêts si bien que les multiples quêtes convergent en une action collective commune, ce qui assure une stabilité relative au réseau créé (Cooren, 2001). Les énoncés subissent des transformations tout au long de leur utilisation par les différents intervenants à la controverse. La modalisation des affirmations les transforme en fait ou en artéfact, selon qu'on remonte vers les conditions de production du savoir qui le confirme ou l'infirme ou qu'on l'utilise comme prémisse pour discuter de ses conséquences. « Le destin d'un énoncé, c'est-à-dire la décision de le considérer soit comme un fait soit comme une fiction, dépend de la succession des débats qui ont lieu après coup » (Latour, 2005, p. 74). Un réseau peut-être profond, rapportant les faits externes de façon détaillée et analytique, sans toutefois être suffisamment fort pour remporter la controverse. S'il accorde trop d'importance à détruire le réseau adverse, il entraînera la perception que c'est ce dernier qui est le plus fort (Dermers et Charbonneau, 2001).

L'intérêt du modèle de traduction réside notamment dans son explication de la clôture d'une controverse par la série de traductions effectuées par les acteurs, qui mobilisent à la fois les humains, les énoncés et les objets dans un réseau fort et cohérent. Le réseau le plus solide l'emporte. Le règlement d'une controverse engendre ainsi une certaine perception de la nature et la stabilité de la société, non l'inverse.

Cooren (2001) conçoit la traduction comme l'intégration d'un acteur, humain ou non, dans un schéma narratif. Dans cette activité, une simple alliance devient une réelle organisation, un récit, car il y a ordonnancement d'événements et d'acteurs dans un ordre spécifique. La construction du sens à travers un récit est une activité qui consiste à traduire des actions en d'autres actions, créant une articulation entre elles. En somme, le langage donne une structure à notre réalité sociale et physique à travers un processus communicationnel. Cela nous amène à considérer une autre perspective dans la recherche sur les controverses, celle-ci centrée sur la narration.

La controverse comme récit

La controverse est aussi abordée comme un récit et étudiée selon ses catégories. Le temps, les protagonistes et l'espace sont les dimensions à l'étude dans une perspective narratologique. Fisher (1978) conçoit d'ailleurs les controverses sociales comme la confrontation de récits rivaux visant à organiser et à mobiliser une coalition ainsi qu'à convaincre un public (Cooren, 2001). L'organisation temporelle des controverses occupe une place importante de la recherche dans cette perspective. On veut comprendre la

naissance, le déroulement et la clôture de la controverse à travers une série d'étapes aux caractéristiques propres. Les différentes phases que traverse la controverse sont itératives (Palau, 2007; Stone, 1992). Palau (2007) identifie trois étapes non exclusives construites par les protagonistes au sein de la controverse moderniste. Il les anticipe :

(...) moins [comme] trois étapes d'une montée en puissance que trois registres, parfois liés mais pas nécessairement, dans lesquels se déploient des scènes différentes : la controverse intellectuelle et érudite d'un côté, la condamnation de l'autre préparée vis-à-vis l'opinion publique – en fait décidée antérieurement – par une montée en puissance sous forme de crise [car la crise est un terrain propice pour la condamnation] et d'appels à sanctions. (Palau, 2007, p. 85)

À l'origine de la controverse religieuse, il y a un élément déclencheur qui entraîne des critiques concurrentes et une polarisation du débat. Il s'ensuit une crise à cause de l'extrême asymétrie propre au milieu, puis la condamnation. Stone (1992), qui étudie également une controverse religieuse, entrevoit quant à lui son organisation temporelle à partir des actes – ou phases – du drame social chez Turner (1979). Il prétend que chaque acte possède une forme rhétorique qui lui est propre. Les discours sont vus comme des performances culturelles. Chacun a un impact sur l'entièreté du processus rhétorique et sur la trajectoire globale de la controverse-drame-social comportant quatre étapes : la rupture, la crise, l'action réparatoire et la réintégration. Orientée quant à lui sur une controverse sociotechnique, Cooren (2001) observe les quatre épisodes du récit chez Greimas (1983) au cours de l'organisation des alliances pendant la controverse du barrage hydroélectrique de Grande-Baleine. La rupture (manipulation), soit le moment où l'ordre est menacé, la formation d'alliances et les obstacles à surmonter (compétence), l'accomplissement de la quête (performance), soit la victoire ou l'échec,

et le jugement (sanction), soit la gratification ou le blâme, se succèdent tant dans le récit que dans l'organisation de coalition pendant un conflit. Moins littéraire chez Boudia (2007), la séquence d'une controverse passe par la définition de l'enjeu, sa reformulation, ses liens à d'autres enjeux et l'intégration ou non des critiques dans les règles sociales.

Ces études nous révèlent également que la dynamique des controverses crée de nouveaux espaces symboliques en rapprochant la science et les profanes dans les médias, dans le privé et dans le monde savant (Boudia, 2007; Prochasson, 2007), de même qu'elle transforme les protagonistes en personnages stéréotypés (Prochasson, 2007).

Rhétorique des controverses

Certaines autres études renseignent sur les stratégies rhétoriques mises de l'avant par les acteurs pour gagner une dispute. La dimension rhétorique des sciences est rappelée par Taylor (1996) pour qui la science est un réseau de pratiques discursives dans lesquelles s'articulent certaines frontières qui définissent les sciences, telles les préoccupations méthodologiques et techniques. Par l'observation des échanges des opposants issus du milieu scientifique au cours d'une controverse sociotechnique, ce dernier soutient que, malgré la polarisation des positions, les textes de part et d'autre peuvent accomplir la même fonction soit réaffirmer le système, ici scientifique, et corolairement exclure ce qui n'en fait pas partie : le social. Les controverses sont donc aussi exclusives.

Les stratégies et arguments d'usage pendant les controverses sont dits d'opposition et sont présumés complexifier les structures de délibération et la compréhension de la sphère publique (Olson et Goodnight, 1994; Phillips, 1999) en défavorisant la participation des acteurs qui ont peu ou pas d'aptitude pour le débat (Tannen, 1998; Schmoll, 2008) et en perturbant des conventions sociales par le recours à des arguments marginaux. Les arguments d'opposition ont pour fonction de nuire au consensus tacite – ou l'identification (Burke, 1951) – que permet l'argument aristotélicien *enthymème*¹⁵. Au centre d'une controverse : la redéfinition de la portion ouverte de l'enthymème d'une ou plusieurs conventions sociales. Les conventions les plus fragiles, comme celle reposant sur la fourrure comme produit de luxe et donc symbole de vanité, facilitent l'entrée en controverse (Olson et Goodnight, 1994).

Après avoir étudié les arguments des intervenants de la controverse sur la sécurité nucléaire des réacteurs étatsuniens, Del Sesto (1983) concluait que les scientifiques et experts, qui tendent à maintenir le statu quo dans une structure consultative jouant en leur faveur¹⁶, usent davantage d'arguments cognitifs (données scientifiques et administratives) que d'arguments évaluatifs (jugements effectués en regard de certaines valeurs). Ils restreignent de cette manière les enjeux à ce qui est d'ordre scientifique et technique. L'élargissement des enjeux par le recours aux arguments évaluatifs est

¹⁵ En laissant une portion de l'argument ouvert, ce dernier unit la revendication du protagoniste aux connaissances et opinions de l'audience, lui donnant un rôle actif dans sa propre persuasion. Les arguments d'opposition perturbent cette convention sociale pour soulever des discussions (Olson et Goodnight, 1994).

¹⁶ La consultation sur la sécurité nucléaire contribue à la légitimation de cette sphère d'activité. Peut importe l'issue, le simple fait de l'adresser comme question lui accorde une importance considérable (Del Sesto, 1983).

fonction du manque de capital politique, réel ou senti, et vise à améliorer l'influence politique (*political input*). Dans un même ordre d'idées, Schwarze (2006) suggère que le recours à la stratégie du mélodrame, en tant qu'ensemble de figures rhétoriques morales et polarisantes, puisse être utile pour situer publiquement les enjeux d'une controverse naissante. Pour ce faire, lorsque certains acteurs n'ont pas été entendus, la stratégie du mélodrame intègre, entre autres, des éléments moraux là où le discours était essentiellement technique et articule des intérêts qui n'étaient pas encore manifestes. De plus, une rhétorique profondément négative chez le groupe dominant, dont la force repose sur l'impossible coexistence d'alternatives à l'idée dominante, polarise le débat et force l'ensemble des acteurs à prendre partie (Stone, 1992). L'argumentation négative, à laquelle on ajoute l'urgence et la présentation d'un seul futur possible, semble par ailleurs contribuer à gagner un argument dans le cadre de controverses dont l'objet porte sur une crise anticipée (van der Steen, 2008). Enfin, la difficulté d'accéder à certains espaces privés (*backstage space*) pendant une controverse, là où s'exerce le pouvoir, est une faiblesse de la recherche sur la rhétorique des controverses relevée par Miller (2005).

État de la recherche

Jusqu'ici, le thème de la controverse en général, et sociotechnique en particulier, n'a pas réellement été exploré par les communicologues. Les sociologues s'y sont intéressés dans une perspective sémiologique et structuraliste. La construction des faits émanant des controverses en tant que phénomène social structurant se produit selon eux au sein d'un espace public déterminé, où se constituent et se bouleversent des alliances pour imposer une certaine perception de la réalité. Les textes renvoient ici à des réseaux. D'autres ont observé les controverses sous un angle narratologique, soit leur déroulement à travers les catégories du récit, relevant dans le discours des indices d'un passage d'une étape du conflit à l'autre dans une visée structuraliste. Puis d'autre encore, linguistes, se sont intéressés à la nature des arguments dans une perspective rhétorique. Ceux-là se sont tournés vers les stratégies rhétoriques visant à gagner un argument.

Toutefois, les gens ne discutent pas seulement à l'intérieur de lieux déterminés et il y a plus que les réseaux et la nature des arguments à découvrir au niveau de la communication sociale. La controverse est une interlocution virtuelle, ou *parasociale*, car des acteurs et des groupes d'acteurs échangent, en présence physique les uns des autres ou non, autour d'un même objet (Mercier et Katambwe, 2011). On doit donc, pour s'inscrire dans le champ de la communication, observer cet échange entre les acteurs. L'approche interlocutoire du lien social (Katambwe, 2011) permet d'étudier l'interaction en repérant la notion de pouvoir et les contenus institués par les divers acteurs.

Cadre théorique

On explicite dans cette section l'approche théorique retenue pour l'étude d'une communication parasociale, soit l'approche interlocutoire du lien social (Katambwe, 2011), ses concepts, les tâches accomplies par les acteurs en interaction pour se lier entre eux et les ressources dont ils disposent à cette fin. L'objectif et la question de recherche sont ensuite précisés à la lumière de cette perspective.

Approche interlocutoire du lien social

L'approche interlocutoire du lien social conçoit le lien social en tant que le produit de la communication. Elle réunit les deux conceptions du lien social, l'une relationnelle qui le voit comme l'intégration des acteurs au sein de structures comme la famille, l'école et le travail; et l'autre, culturelle, qui le définit en tant que contenu partagé — ou représentations sociales — comme les croyances, les valeurs et les idées. Elle observe ainsi à la fois les discours et les manières dont ils sont échangés, c'est-à-dire, le processus de la communication en tant que contenu et relation (Bateson, 1950).

Lien social

Les acteurs d'un système, quel qu'il soit, sont liés de manière à tenir et à évoluer ensemble. Le lien social est ce qui lie les acteurs et groupes d'acteurs entre eux ainsi qu'avec le système. Dans l'approche interlocutoire du lien social, il repose sur le terrain

d'entente produit et reproduit par la communication sociale pour tisser une relation sociale. Il « se déploie et s'observe concrètement dans la capacité des acteurs à inclure ou à exclure les actions ou les contenus propositionnels encastrant les attentes des uns et des autres pour constituer des mondes ou des réalités sociales communes » (Katambwe, 2011, p. 57). Ainsi, la convergence entre les acteurs qui crée le lien social s'obtient par une juste anticipation des attentes des interlocuteurs et l'intégration de ces attentes dans le discours et dans les actions entreprises de part et d'autre. Pour que le lien social soit fort, chacun doit se reconnaître dans le discours et les actions de l'autre, se sentir pris en compte. La récurrence de cette convergence le renforce. Katambwe (2011) insiste sur l'importance du maintien du lien social entre les acteurs organisationnels de manière à assurer la prise de décision et à entreprendre des actions collectives de qualité. Paradoxalement, le climat d'ouverture et l'expression de points de vue variés, propices à une meilleure définition collective d'un problème et à la recherche de solutions, compliquent la prise de décision et peuvent affaiblir le lien social, car certains – dont les idées n'ont pas été retenues – s'en trouvent exclus et rétroagissent négativement jusqu'à nuire volontairement à la décision.

Attentes

Les attentes apparaissent comme des prémisses à la communication, elles ne sont pas systématiquement transparentes ni explicitées. Elles sont dirigées vers l'autre en ce sens que chacun anticipe la réaction de son interlocuteur afin de réussir ce qu'il tente d'accomplir. Cette réaction est directement liée aux attentes en regard des droits et des

devoirs de chacun dans le contexte. On dit qu'elles sont mutuelles puisque toutes les parties prenantes à la communication font cet exercice d'anticipation. En plus de faire connaître par le langage leurs propres attentes, pour se lier entre eux, les acteurs peuvent faire référence aux attentes des autres. On les trouve enchâssées dans les discours des uns et des autres sous forme de sous-textes, c'est-à-dire des propositions implicites récurrentes qui contiennent des valeurs et qui tirent leur validité d'une perception du bien commun. Les sous-textes peuvent contribuer à renforcer le lien social en créant une réalité commune – un monde commun – entre les acteurs. La sociologie des conventions (Boltanski et Thévenot, 1991; Boltanski et Chiapello, 1999) répertorie sept mondes communs et leurs treize dimensions auxquelles renvoient les sous-textes pour arriver à créer une réalité commune. Les mondes sont des généralisations contextuelles non exclusives référant à une conception du bien commun. En découlent les attentes que les acteurs ont les uns envers les autres. Le recoupement de ces attentes augmente les possibilités de constituer un monde commun; à l'inverse, le manque d'identification entre les acteurs met en présence plusieurs mondes où il y a peu ou pas de recoupements (Katambwe, 2011). Cette convergence, lorsqu'elle survient, peut se situer au niveau d'une ou de plusieurs dimensions d'un monde. Dans le contexte organisationnel, les attentes partagées servent la pérennité de l'organisation puisqu'elles lui évitent de tout reprendre à zéro chaque jour. En s'appuyant constamment sur ces attentes qui incluent les droits et les devoirs des uns vis-à-vis des autres, tels que leurs rôles, leurs responsabilités et leurs obligations, les acteurs arrivent à se coordonner et à faire tenir ensemble les parties de l'organisation. Le sous-texte partagé par les acteurs d'un

échange animé entre dirigeants d'une grande firme permet même à un subalterne d'asseoir une critique envers le président sensée aux yeux de l'ensemble des parties (Katambwe, 2011).

Communication sociale

Inspirée de Weber (1995), l'approche interlocutoire du lien social qualifie la communication de sociale puisqu'orientée vers l'autre, mais aussi à partir de lui. En plus d'être un processus collectif d'inférence, la « communication sociale est fondée sur l'usage du langage en contexte et permet aux acteurs de coordonner leurs actions et d'équilibrer ou ajuster leurs relations par rapport aux divers objets sociaux vis-à-vis desquels ils se positionnent localement » (Katambwe, 2011, p. 45). Afin d'être compris ou de réussir ce qu'ils souhaitent accomplir, les acteurs en interaction anticipent et prennent mutuellement en compte les attentes de l'autre pour orienter leurs propres actions et dires et ils font savoir qu'ils partagent ces mêmes attentes, tout cela, au moyen du langage. Dans l'interaction, le langage a pour fonction de permettre à chacun d'anticiper les attentes des autres, car il donne des indices¹⁷, de partager le sens de ses comportements en regard d'un objet, de même que de trouver un terrain d'entente pour coordonner leur action relativement à cet objet. Il y a là un double processus, soit une coorientation (Taylor, 2006) et une identification (Burke, 1951), menant à la réalisation

¹⁷ L'indexicalisation chez Garfinkel (1967) est l'interprétation des actes et des contenus apportés par chacun dans l'interaction comme des indices d'une ou plusieurs attentes (Katambwe, 2011).

d'une action commune. Il existe un large éventail d'actions possibles : se mettre d'accord, se faire comprendre, influencer, faire faire quelque chose, etc.

Effectuée simultanément par tous les acteurs en interaction, l'opération où les uns s'orientent par rapport aux autres est appelée coorientation. Cette dernière « s'amorce lorsque les acteurs tentent, par des signes et des symboles ou par la parole, de donner une direction, un cadre ou plus généralement un sens à ce qu'ils font et se font mutuellement » (Katambwe, 2011, p. 45). Les acteurs évaluent d'abord leurs chances d'atteindre leur objectif de communication, ne serait-ce que d'être compris, en anticipant les attentes de l'autre et les actions qu'il posera. Il s'agit d'un exercice de reconnaissance appuyé sur des indices décelés dans le langage verbal et non verbal – lorsqu'ils sont en coprésence – ainsi que dans le contexte, interprétés en fonction des connaissances d'arrière-plan (Sperber et Wilson, 1989). Chacun vise à adapter ses propres actes de langage (Austin, 1964) en vertu de ce qu'il présuppose des attentes et des actions anticipées chez l'autre de manière à réussir ce qu'il souhaite accomplir. Ensuite, les acteurs communiquent par le langage de façon implicite ou explicite qu'ils prennent en compte ces attentes. Ce qu'on appelle l'identification est ce contenu partagé (croyances, valeurs, intérêts, etc.), un monde commun – une réalité intersubjective commune – à celui qui communique et son ou ses destinataires. Mercier et Katambwe (2011) insistent sur l'importance de l'identification créée dans le discours des acteurs politiques en situation d'interaction parasociale. Une communication politique performante dépend de la lecture des attentes de l'électorat à partir de laquelle les politiciens adaptent leurs

tactiques rhétoriques pour créer l'identification et nouer le lien social. Les auteurs démontrent en effet que les chefs en lice pour les élections québécoises de 2003 ont anticipé avec justesse que l'électorat avait cette attente de les voir s'identifier à lui. En conséquence, les chefs ont misé sur la stratégie la plus à même de produire l'identification, soit l'exemplification qui vise à projeter l'image escomptée par le public en ce qui concerne le rôle du politicien. Dans cette veine, ils ont eu recours à la tactique de la responsabilisation qui amène quant à elle une réponse concrète aux préoccupations perçues chez les électeurs.

Sous ses deux aspects, la coorientation et l'identification, la communication sociale permet l'engagement mutuel qui se manifeste par une forme d'obligation « à faire ou à dire pour autrui [ce] qui correspond aux attentes de celui-ci » (Katambwe, 2011, p. 61), et inversement. Mais les attentes ne sont souvent ni transparentes ni partagées par les acteurs, ce qui complique l'engagement mutuel qui sera conséquemment plus ou moins fort. L'opacité et la rétention de l'information, incluant les attentes respectives, constituent donc deux dimensions négatives de la communication sociale. Elles compliquent l'ajustement intégrant les attentes de l'autre sur lequel se fonde l'accord. D'autre part, deux types d'asymétrie sont observés dans la communication sociale (Katambwe, 2011). L'asymétrie de pouvoir (Habermas, 1992) concède plus de pouvoir à l'un des acteurs qui peut limiter l'intervention des autres; l'asymétrie informationnelle (Boltanski et Chiapello, 1999) avantage l'un des acteurs disposant de plus d'information que les autres pour interpréter la situation.

Tâches dans la communication sociale

On distingue trois tâches que doivent mener à bien les acteurs pour atteindre leur objectif de communication et réaliser le lien social. Ces tâches consistent à informer, à se comprendre mutuellement et à produire des engagements mutuels.

Informer. Informer, c'est transmettre une donnée factuelle inconnue de l'autre pour diminuer son incertitude et l'explicitier lorsque la situation le demande. L'information est en effet inversement proportionnelle à l'incertitude (Berger, 1991). Si l'information transmise n'est pas comprise ou acceptée, il devient nécessaire d'explicitier ses prétentions à la validité pour arriver à l'intercompréhension (Habermas, 1987). C'est d'ailleurs ce qu'on observe dans l'interlocution parasociale que sont les controverses : puisqu'il y a désaccord, les acteurs cherchent à expliciter leurs présuppositions. L'explicitation des présuppositions démontre le degré d'engagement de l'acteur parce qu'il ne se cache pas derrière l'ambiguïté ou une autre stratégie de communication indirecte pour se ménager une marge de manœuvre.

Se comprendre. La compréhension est un processus d'inférence au cours duquel les individus admettent une hypothèse comme vraie – ou possiblement vraie – sur la base d'autres hypothèses qu'ils avaient déjà, disent Sperber et Wilson (1989). La tâche qui consiste à se comprendre ne se réduit donc pas au décodage d'un signal linguistique et les interlocuteurs ne se limitent pas aux informations fournies par le contexte immédiat. Les hypothèses sont des représentations conceptuelles « que les individus traitent

comme des représentations du monde réel (par opposition à des fictions, des désirs ou des représentations de représentations) » (Sperber et Wilson, 1989, p. 12). Dans le processus de compréhension, les individus font appel à l'ensemble de leur environnement cognitif, c'est-à-dire à leurs capacités cognitives, perceptives et inférentielles, aux langages et aux concepts qu'ils maîtrisent, à leur savoir accumulé, etc. L'objectif de la cognition étant d'acquérir le plus d'informations possible dans des sphères qui importent à l'individu au coût d'un effort moindre, la communication est guidée par des considérations de pertinence. Celles-ci déterminent quelle information retiendra l'attention de chacun. Les connaissances d'arrière-plan jouent ici un rôle prépondérant. « Lorsque des informations anciennes et nouvelles en rapport entre elles sont utilisées conjointement en tant que prémisses dans un processus d'inférence, elles engendrent d'autres informations nouvelles : des informations qui n'auraient pu être inférées sans cette combinaison » (Sperber et Wilson, 1989, p. 79). Dans l'interaction, chacun dans ce qu'il dit doit donc tenir compte des expériences vécues par l'autre pour produire cet effet escompté, soit engendrer des informations nouvelles. Ce qui est dit doit être cohérent avec ce que chacun savait en arrière-plan. Ainsi, il faut connaître l'environnement cognitif d'autrui pour en inférer les hypothèses qu'il est susceptible de faire. Mais comme l'environnement cognitif de l'autre n'est jamais entièrement accessible, c'est à partir des indices décelés de son comportement que le communicateur arrive à se faire une hypothèse sur les hypothèses que l'autre est à même de faire. On se comprend à partir du moment où les hypothèses inférées des indices décelés chez l'autre se vérifient, c'est-à-dire, qu'elles s'avèrent et qu'elles sont pertinentes. En d'autres

termes, se comprendre dans l'interaction consiste à se mettre d'accord par les prétentions à la validité soulevées dans les contenus propositionnels de chacun. Cela peut exiger une explicitation des prétentions à la validité dans la tâche d'informer.

Produire des engagements mutuels. Le processus de compréhension a un impact sur l'environnement cognitif mutuel des individus et modifie leurs possibilités d'interaction, et tout particulièrement leurs possibilités de communication futures (Sperber et Wilson, 1989). La compréhension est susceptible de générer des engagements mutuels, car expliciter ses prétentions à la validité, les rendre manifestes, commit les individus les uns envers les autres. L'intention du communicateur devenue manifeste rend également évident que sa réussite repose sur le destinataire. Le communicateur peut se faire comprendre, contracter une dette (si l'autre accède à sa demande, par exemple), essayer un échec, entreprendre une action commune et ainsi de suite. La production d'engagements mutuels dans l'interaction n'attend toutefois pas l'explicitation des prétentions à la validité. Elle commence dès lors que les acteurs entrent en interaction puisque se faire comprendre de l'autre pendant l'échange engage les interlocuteurs à leurs propres actes, car chacun rend visible ce qu'il fait ou dit, à des degrés variables selon la stratégie employée (Katambwe, 2011).

Ressources stratégiques

Pour accomplir les tâches d'informer, se comprendre et produire des engagements mutuels dans l'interaction, les acteurs peuvent user de deux types de ressources stratégiques, l'un est informationnel et l'autre discursif.

Ressources informationnelles. Les ressources informationnelles permettent d'accomplir les tâches d'information et de compréhension puisqu'elles se fondent sur la capacité de connaître et de faire connaître, à des degrés divers, les attentes de chacun. Cela est propre à la communication, dont le cycle est composé d'une action, soit une information émise, d'une rétroaction, soit une information en retour, puis d'un ajustement (Hollander et Willis, 1967). La rétroaction informe sur l'effet de l'action et permet d'instaurer de ce fait une certaine symétrie — ou asymétrie — dans la relation en réciproquant sur la divulgation d'information. C'est ici qu'interviennent les deux types d'asymétrie caractéristiques de la communication sociale. La position sociale qu'occupent les acteurs peut jouer en leur faveur dans ce cycle. Ils sont en effet parfois en mesure de monopoliser la parole et de limiter la rétroaction (asymétrie de pouvoir) et capables d'une meilleure anticipation en vertu des informations dont ils disposent (asymétrie informationnelle). Ils détiennent ainsi plus de pouvoir (un patron versus son employé, par exemple) et plus de connaissances sur la situation (un expert en technologie nucléaire versus un militant écologiste). Le capital culturel est donc une ressource stratégique informationnelle à laquelle s'ajoute le capital social puisque la

place occupée dans un réseau de connexion multiplie les opportunités de ceux qui possèdent plus de contacts de faire reconnaître leurs attentes.

Ressources discursives. Les ressources discursives tiennent quant à elles de l'aspect social de la communication et sont celles qui se prêtent le mieux à l'analyse des controverses en tant que phénomène communicationnel. Elles permettent d'accomplir les tâches visant à se comprendre et à produire des engagements mutuels à travers la communication sociale où les acteurs en interaction s'orientent les uns par rapport aux autres et se prennent en compte pour en arriver à un terrain d'entente satisfaisant leurs objectifs, et ce, qu'ils soient en présence réelle les uns des autres ou en présence virtuelle. Les acteurs disposent de deux types de ressources discursives, l'une narrative et l'autre pragmatique. Ils ont la capacité de raconter des histoires, soit d'organiser le contenu de leur communication pour présenter leur point de vue, et la capacité d'agir sur la relation au moyen d'actes de langage, c'est-à-dire de faire quelque chose à autrui par la façon dont ils disent les choses.

Le récit constitue une ressource discursive narrative. C'est à travers des histoires fictives ou réelles que les acteurs justifient leurs actions et leurs points de vue en regard d'une certaine rationalité (Fisher, 1984). En période de controverse sociale, des récits rivaux s'affrontent, chacun d'eux constitué de ses propres *bonnes raisons* et d'incitations morales visant à ordonner l'expérience humaine et à établir les façons de vivre ensemble. Plus qu'un animal rationnel, l'homme est par essence un animal narratif

puisqu'il fonde ses actes et ses décisions sur des récits qui leur donnent sens. Ainsi, au-delà du seul recours à la discussion raisonnée entre individus experts et rationnels faisant abstraction de leur émotivité et de leurs valeurs, pour décider et agir, les acteurs évaluent si un récit est recevable en fonction des bonnes raisons – ou justifications – invoquées. Cette évaluation se fonde sur la cohérence de l'histoire (ses éléments, ses protagonistes et sa relation aux autres discours) ainsi que sur la logique de ses raisons et la pertinence de ses valeurs. Le niveau de rationalité d'un récit détermine son recours dans la prise de décision et son utilisation ultérieure en tant que ressource (Fischer, 1984). Le monde dans cette perspective est un ensemble de récits que nous utilisons pour donner forme à la réalité, à notre expérience quotidienne. Bruner (2002) est éloquent à cet égard :

La manière dont nous vivons, qui est culturellement adaptée, dépend entièrement de significations et de concepts qui nous sont communs, tout comme elle dépend des modes de discours que nous partageons et qui nous permettent de négocier les différences qui peuvent apparaître dans les significations et les interprétations. L'enfant ne "s'introduit" pas dans la vie de son groupe comme un ensemble particulier et autistique de processus primaire. Il participe d'emblée à un vaste processus public où se négocient publiquement les significations » (Bruner, 1991, p. 28)

La culture humaine est faite de systèmes symboliques partagés par la communauté, transmis et négociés sous une forme narrative (Bruner, 1991) : la communication est un processus d'identification. La culture détermine nos attentes. Ses mythes, ses drames et ses reconstitutions historiques contiennent ses valeurs ainsi que ses normes et leurs entorses. La mise en récit survient lorsque quelque chose contrarie un certain sens de ce que doit être l'ordre normal des choses. Le récit est donc une dialectique entre les attentes et ce qui se produit effectivement (Bruner, 2002). En somme, tout récit part d'un

certain point de vue, manifeste des attentes par rapport à ce que doit être la normalité et suggère les manières convenables de se comporter dans un contexte donné. Pour cela, il s'appuie sur des croyances communes, donne une cohérence aux événements imprévus et explique les ruptures avec l'état normal du monde : « Rien de nouveau... c'est encore un gouvernement au service de l'entreprise privée! », racontent les uns dans le cadre de la controverse sociotechnique qui nous intéresse; « Comme toujours, les écologistes s'opposent aux projets de développement! », plaident les autres. Ces récits qui s'affrontent sont le propre de la culture, dont la vitalité tient à sa manière de concilier les points de vue divergents, ses controverses (Bruner, 2002).

On a dit jusqu'à maintenant que raconter des histoires est dans la nature de l'homme et au fondement de la culture humaine, qu'on trouve dans les histoires les attentes des acteurs de la controverse. Mais le récit joue aussi un rôle dans l'organisation sociale. Cooren (2001) démontre qu'il y a isomorphisme entre les processus de narration et d'organisation, en l'occurrence d'organisation de coalitions durant une controverse écologique. Narrer et organiser consistent à anticiper une série d'articulations, puis à leur attribuer un sens rétrospectivement. L'organisation générale du monde s'obtient donc au moyen de la communication. Les acteurs s'organisent en recourant à un dispositif sémantique nommé traduction¹⁸ en vue de réaliser leur quête (Cooren, 2001). En période de controverse, ils traduisent dans leur discours les intérêts des uns et des

¹⁸ Se référer à la théorie de l'acteur réseau dans la revue de la littérature.

autres et mobilisent des alliés, humains et non humains, pour créer un réseau qui impose sa propre définition de la situation (Latour, 2005).

Dans leurs énoncés, les acteurs ne font pas qu'émettre leur point de vue, ils performant une action. À preuve, ils parviennent entre autres choses à s'associer entre eux. Pour agir sur le monde, les acteurs disposent de ressources stratégiques pragmatiques que Searle (1969) a nommées *actes de langage*. Ceux-ci ont un but, une intention (illocution), une manifestation (locution) et des effets sur le monde (perlocution). Il existe cinq types d'actes de langage. Les *déclaratifs* changent le monde par les mots, c'est le cas lorsque l'énoncé sanctionne ou annule : « EN CONSÉQUENCE (...) se basant sur les critères de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, la Commission conclut que la demande de la Ville de Lévis doit faire l'objet d'un avis défavorable » (Commission de protection du territoire agricole, *Le Soleil*, 18 octobre 2007). Les actes *assertifs* représentent le monde tel que vu par le locuteur. Les affirmations, les objections et les prédictions, comme celle qui suit, sont du nombre : « La diminution des émissions [de gaz à effet de serre] au Canada montre que le projet contribuera à aider le pays à atteindre les objectifs du protocole de Kyoto » (Glenn Kelly, *Le Soleil*, 1^{er} février 2006). Les actes de langage *expressifs* marquent ce que le locuteur ressent. Les énoncés qui félicitent et déplorent se classent dans cette catégorie : « Ce n'est pas en proposant le dézonage agricole du futur site Rabaska (...) que le BAPE va convaincre citoyens et groupes environnementaux qu'il est encore le fer de lance de la démocratie environnementale » (Louis-Gilles Francoeur, *Le*

Devoir, 7 juillet 2007). Les actes de langage *directifs* servent quant à eux à faire faire quelque chose à quelqu'un, comme lorsqu'on donne des ordres et qu'on formule des demandes ou des suggestions : « C'est pourquoi le gouvernement doit autoriser le projet dans les meilleurs délais » (Guy Chevette, *La Presse*, 18 juillet 2007). Enfin, les *commissifs* engagent le locuteur à quelque chose. C'est le cas des promesses, des garanties, de l'acceptation et du refus : « Même si nos expertises montrent qu'une perte de valeur est improbable, notre politique garantit que nos voisins n'auront jamais à supporter une perte de valeur de leur propriété si tel était le cas » (Glenn Kelly, *Le Soleil*, 7 février 2008).

Les actes de langage sont issus du courant pragmatique qui concentre son analyse sur l'utilisation du langage en contexte. Comme la communication est destinée à être comprise du destinataire pour que le locuteur puisse atteindre son but illocutoire, celui-ci doit s'assurer d'obtenir la collaboration de son interlocuteur par sa manière de dire les choses. Les ressources stratégiques que sont les actes de langage sont opérées dans les contenus propositionnels à travers diverses stratégies visant à atteindre l'objectif voulu au moindre coût. Mais voilà, presque tous les actes de langage sont susceptibles d'avoir pour effet de menacer l'une ou l'autre des faces des acteurs engagés dans l'interaction à cause de leur but illocutoire. Le modèle des stratégies de politesse (Brown et Levinson, 1997) réfère à ces actes de langage menaçants sous l'expression *Face Threatening Acts* (FTA). Les acteurs préfèrent toutefois ne pas commettre de tels actes. Ils usent

généralement de stratégies de politesse lorsqu'ils doivent le faire ou s'empressent de les réparer.

La notion de face représente le désir d'être approuvé et d'être libre. Introduite par Goffman (1967) pour décrire l'image de soi publique, elle se décline sous deux angles, les faces positive et négative. Chaque membre adulte compétent d'une société est doté d'une face positive, c'est-à-dire du désir que sa personnalité soit approuvée, admirée et appréciée, que ses désirs soient désirables aux yeux des autres ou du moins de certains autres. Chacun est également doté d'une face négative, soit le désir que ses actions soient libres et sans contraintes, affranchies des impositions extérieures. La face est vulnérable, elle peut être perdue, rehaussée et maintenue. Elle est une constante préoccupation dans l'interaction. Habituellement, les interactants coopèrent pour la maintenir et présument que l'autre dans l'interaction fait de même à son égard : la communication sociale est un processus de coorientation. C'est dans le meilleur intérêt d'individus rationnels, car la face de chacun dépend de ce que celle de l'autre soit maintenue. Toutefois, la face demeure un désir; sa satisfaction, une manifestation de bonne intention, un geste diplomatique. Les FTA peuvent menacer la face positive, la face négative ou les deux faces à la fois. Un énoncé menace la face positive quand le locuteur indique qu'il a peu ou pas de souci pour les sentiments du destinataire, qu'il ne veut pas ce que veut ce dernier. La critique, l'insulte, la moquerie, la réprimande et l'expression d'un désaccord en sont des manifestations puisqu'elles évaluent négativement certains aspects de la face positive du destinataire. Le locuteur démontre

aussi de l'indifférence à l'égard du destinataire et menace sa face positive lorsqu'il exprime violemment une émotion, entraînant la peur ou la honte chez le destinataire; qu'il tient des propos irrévérencieux sans égard au contexte; qu'il annonce de mauvaises nouvelles et qu'il se vante; qu'il amène des sujets délicats; qu'il refuse d'accorder sa coopération en manquant d'attention à l'endroit du destinataire; et même lorsqu'il fait usage de marqueurs de statut.

Le locuteur menace la face négative quand il exprime qu'il ne respectera pas la liberté de l'autre. Cela s'observe quand il veut que le destinataire accomplisse une action, car il exerce une pression en ce sens, notamment quand il formule un conseil, un ordre, une requête, un rappel, une menace ou encore quand il lance un défi. On le voit également dans les situations où le locuteur exprime un désir impliquant le destinataire. Il fait ainsi pression sur le destinataire, qui doit accepter ou rejeter cette offre et qui peut de ce fait contracter une dette envers lui. Il en va de même quand le locuteur exprime un désir concernant les biens du destinataire, laissant croire que ce dernier doit les protéger ou lui offrir, par exemple, lorsqu'il lui adresse des compliments, qu'il exprime de l'admiration, et même une vive colère, qui amène le destinataire à craindre pour sa personne ou ses biens.

Un FTA peut agir sur les deux faces en même temps. La formulation d'une plainte ou d'une menace et l'expression d'une émotion forte en sont des exemples puisqu'elles contraignent la liberté, tout en portant atteinte à l'amour de soi. D'autre part, un acte

peut menacer la face de celui-là même qui le fait. Il menace sa propre face positive en acceptant un compliment puisqu'il peut se sentir obligé de diminuer l'objet du compliment ou d'offrir un compliment en retour. C'est la même chose lorsqu'il perd le contrôle de ses émotions et de ses réactions, lorsqu'il commet une maladresse, qu'il se contredit ou qu'il se confesse, puisqu'il donne ainsi dans une forme *d'autohumiliation*. Le locuteur porte atteinte à sa propre face négative en formulant des remerciements ou en acceptant une offre. Qu'il ait ou non le souhait d'y prendre part, il contracte une dette envers le destinataire. Accepter des excuses minimise l'offense préalable et constitue une autre menace à la face négative du locuteur. La formulation d'excuses menace par ailleurs simultanément les faces positive et négative du locuteur.

Il y a conséquemment une contradiction dans l'interaction soit le désir mutuel de préserver ses faces et les menaces constantes auxquelles elles sont soumises de la part des autres et de soi-même. Cela amène les individus et les groupes à collaborer, à se *coorienter*, en recourant à des stratégies visant à concilier la contradiction. Les stratégies pragmatiques sont des moyens qui satisfont les buts illocutoires et des fins orientées vers la face, soit préserver ou rehausser la sienne. Brown et Levinson (1997) distinguent cinq stratégies et leurs tactiques respectives. La première consiste simplement à éviter de porter atteinte à la face. La seconde dite *on record* présente une intention claire sans qu'une mesure soit prise pour rendre la face à l'autre, comme dans l'urgence par exemple. La stratégie *off record* laisse quant à elle l'intention ambiguë, comme dans l'ironie, les sous-entendus, les euphémismes et les métaphores. Enfin, les quatrième et

cinquième stratégies, de l'ordre de la politesse positive ou de la politesse négative, reposent sur des mesures visant à rendre la face. Trois éléments orientent la stratégie adoptée : le souhait de communiquer le contenu de l'acte menaçant la face, le désir d'efficacité ou l'urgence et le désir de minimiser l'impact sur la face de l'autre, incluant le degré de menace perçu¹⁹ à l'égard de cet acte à commettre.

En somme, l'approche interlocutoire du lien social est une approche dialogique qui permet d'étudier la dialectique des controverses dans le système de communication de la société, là où des points de vue multiples sont en contradiction par rapport à un objet. La dynamique de la controverse est une réalité intersubjective toujours en construction. Ce discours qu'est la controverse produit des relations entre les acteurs autour de mondes que ceux-ci vont plus ou moins partager. Notre intérêt est de décrire les stratégies d'interaction et d'identifier les mondes auxquels les acteurs réfèrent dans leur discours afin d'évaluer leur potentiel de convergence.

¹⁹ Trois dimensions sociales sont à l'origine de la perception du degré de menace d'un FTA. La symétrie perçue par les interactants, leur distance sociale (D), est l'une de ces dimensions. L'asymétrie relative perçue quant au pouvoir de l'un sur l'autre (P) en constitue une seconde. La troisième repose sur le degré d'imposition de l'acte x dans une culture donnée, soit le degré en vertu duquel on considère que cet acte porte atteinte aux faces (Rx). La stratégie de politesse employée suivra le degré de la menace de l'acte x, en fonction de la formule suivante : $W_x (\text{poids}) = D + P + Rx$ (Brown et Levinson, 1997).

Objectif de recherche

L'objectif de cette recherche est de décrire la communication sociale des protagonistes d'une controverse et de leur découvrir des zones de convergence, des recoupements, par l'étude des sous-textes présents dans leurs discours.

Question spécifique de recherche

Quelles sont les ressources stratégiques auxquelles les acteurs et groupes d'acteurs sociaux ont recours dans la controverse sociotechnique entourant le projet d'implantation du terminal méthanier Rabaska?

Cadre méthodologique

Cette section s'intéresse à la méthodologie entourant l'étude du discours. Que sait-on du discours et de son analyse? Ce questionnement sert ultimement à préciser la méthode utilisée. On aborde ensuite la démarche de recherche, le corpus, de même que le terrain choisi, soit celui de la controverse entourant la construction du terminal méthanier Rabaska à Lévis.

Discours

Il est question dans ce mémoire d'observer les échanges entre les acteurs de la controverse, ce qu'ils se font valoir comme point de vue, ce qu'ils se font entre eux. Le discours agit sur le monde par les actes de langage. Il définit et modifie le contexte soit en engageant les acteurs les uns envers les autres ou envers leurs propres actions; en affirmant, en exprimant ou en ordonnant quelque chose à quelqu'un; ainsi qu'en présentant une certaine vision du monde. Alors que la théorie a tendance à considérer l'acte comme le fait d'un seul locuteur, Kerbrat-Orecchioni (2005) souligne que dans la réalité de la communication, un acte de langage peut être construit par plusieurs locuteurs. Cette construction conjointe survient dans une interaction réelle ou virtuelle.

Toute énonciation, même produite sans la présence du destinataire, est en fait prise dans une interactivité constitutive, elle est un échange, explicite ou implicite, avec d'autres locuteurs, virtuels ou réels, elle suppose toujours la présence d'une autre instance d'énonciation à laquelle s'adresse le locuteur et par rapport à laquelle il construit son propre réseau [coorientation]. (Charaudeau, Maingueneau et coll., 2002, p. 188-189)

L'acte de langage étant foncièrement interactif, un locuteur peut exprimer indirectement un acte qu'un interlocuteur explicitera ensuite ou, encore, un locuteur peut avancer un énoncé que poursuivra un interlocuteur dans une forme de *coénonciation*. D'autre part, un énoncé s'adressant à plusieurs destinataires, comme c'est le cas pour les lettres d'opinion dans toute controverse puisqu'elles parlent à la fois au public qu'elles cherchent à mobiliser et à l'adversaire²⁰, peut également avoir une force illocutoire différente en fonction du destinataire (Kerbrat-Orecchioni, 2005). Puisée de notre corpus, la citation qui suit est une assertion sur les capacités de son groupe et avertit (directif) du même coup l'adversaire : « Rabaska, depuis le début, je doute de vos chiffres. Attention, les gens de Beaumont et de Lévis sont plus avertis que vous l'aviez imaginé » (Jacques Demers, *Le Soleil*, 1^{er} mars 2005).

Le discours est composé d'un ensemble d'énoncés formant une unité de sens en contexte. Il s'intègre aux activités langagières de toutes sortes, qu'on pense entre autres à la conversation, aux campagnes publiques antitabac ou aux lettres d'opinion diffusées dans les journaux écrits. Comme tout comportement social, il est soumis à des normes, à d'autres discours relevant d'une culture donnée (Charaudeau, Maingueneau et coll., 2002). Les actes de langage s'intègrent quant à eux dans une séquence, car ils créent des attentes et des contraintes sur la suite des échanges, et ce, peu importe la situation d'interaction (Kerbrat-Orecchioni, 2005). Lorsque l'un des acteurs de la controverse en accuse un autre, par exemple, on s'attend à ce que ce dernier justifie ses actions. Cette

²⁰ Se référer à la dimension de publicisation dans la revue de la littérature.

justification doit survenir dans un cadre plus ou moins contraignant que l'accusation a en quelque sorte prédéfini. L'accusé doit minimalement aborder le thème de l'accusation pour que sa réponse atteigne un certain degré d'acceptabilité.

Analyse de discours

La convergence de différents courants dans les années 1960, dont la communication, la linguistique, la sociologie et la rhétorique, est à l'origine de l'analyse de discours (Charaudeau, Maingueneau et coll., 2002). Elle est multidisciplinaire puisqu'elle s'intéresse au discours en contexte et ne peut conséquemment se limiter à l'analyse linguistique du texte ni à l'analyse sociologique du contexte. Son objet est l'ensemble des énoncés produit dans une société et son but est « de les saisir dans leur complexité propre » (Foucault, 1969, cité dans Charaudeau, Maingueneau et coll., 2002).

Dans l'analyse de discours, le chercheur peut entre autres porter son attention sur la valeur illocutoire d'un acte de langage et sur sa valeur interactive, soit sur sa relation avec les actes qui le précèdent dans le cadre d'un échange. Il peut y avoir plus d'un acte de langage dans une même intervention. Ces actes entretiennent entre eux une relation hiérarchique (les actes directeurs versus les actes subordonnés) alors que les actes accomplis dans l'échange entretiennent une relation de primauté (actes initiatifs versus les actes réactifs). « Dans cette perspective, l'acte de langage apparaît comme l'unité minimale de la grammaire conversationnelle, servant à constituer ces unités de rang supérieur que sont les interventions, les échanges et finalement les conversations »

(Kerbrat-Orecchioni, 2005, p. 60-61). Les actes de langage se combinent pour faire une intervention; les interventions pour faire un échange; les échanges pour faire une conversation.

Dans l'analyse du discours dialogué, les échanges doivent être analysés sous forme de paires adjacentes, qui deviennent l'unité élémentaire. Une paire adjacente est composée d'un acte initiatif, d'un ou de plusieurs actes réactifs et évaluatifs. Elle s'étend sur une ou plusieurs interventions. Un échange implique au moins deux locuteurs qui font chacun au moins un acte de langage. La frontière d'un échange à un autre n'est souvent pas clairement définie. « D'une manière générale, on considère que l'on a affaire à un seul et même échange plus ou moins étendu dès lors que les interventions qui le composent apparaissent comme étant sous la dépendance d'un même acte initiatif » (Kerbrat-Orecchioni, 2001, p. 63). Une intervention est initiatrice si elle détermine plus ce qui suit qu'elle n'est elle-même déterminée par ce qui précède. La démarche méthodologique consiste à découper la conversation sous forme d'échanges en définissant le degré de dépendance des interventions les unes par rapport aux autres. Pour ajouter à la complexité de cette méthode, l'analyse de la conversation doit aussi accorder de l'importance aux troncations (l'absence de réponse et de geste) et aux semi-troncations (limitées aux signes mimo-gestuels).

Analyse interactionnelle du discours. Charaudeau, Maingueneau et coll. (2002)

distinguent quatre catégories de corpus servant à l'analyse de discours :

- (1) les travaux qui inscrivent le discours dans le cadre de l'interaction sociale;
- (2) les travaux qui privilégient l'étude des situations de communication langagière, et donc l'étude des genres de discours;
- (3) les travaux qui articulent les fonctionnements discursifs sur les conditions de production de connaissances ou sur des positionnements idéologiques;
- (4) les travaux qui mettent au premier plan l'organisation textuelle ou le repérage de marques d'énonciation. (p. 44)

Puisqu'elle s'interroge sur le lien social, plus ou moins fort, tissé par la communication, cette recherche s'inscrit dans la première catégorie : le discours dans le cadre de l'interaction sociale. La recherche interactionnelle fait deux importantes contributions à l'analyse du discours selon Kerbrat-Orecchioni (2005). D'abord, elle permet d'observer la cohérence des interventions en s'intéressant aux règles d'organisation interne du discours. Ensuite, elle permet d'observer le type de relation construit par les interlocuteurs par l'intermédiaire des actes de langage. « [La] *relation est dialectique entre le "contexte" et le "texte"*, c'est-à-dire entre les données institutionnelles qui servent de cadre à l'interaction, et ce qui se passe durant cette interaction » (Kerbrat-Orecchioni, 2001, p. 70). Dans l'échange, les acteurs établissent des degrés de proximité et de hiérarchie. L'acceptabilité des actes de langage de chacun d'eux est largement déterminée par le contexte institutionnel. Mais les actes de langage et leur réception peuvent également modifier le contexte et même renverser les rapports de force. Cela dépend des stratégies utilisées, d'où la pertinence de les repérer.

Analyse sociopragmatique du discours. L'analyse sociopragmatique du discours porte elle aussi simultanément sur *ce qui est dit* et sur *ce qui est fait par ce qui est dit* (Katambwe, 2007). Ce qui est dit, le contenu, consiste en ce qui est verbalisé, mais aussi en ce qui ne l'est pas : la paralinguistique, qui implique le débit, le volume, l'intonation, le timbre de voix, la respiration, etc. Pour les besoins de cette recherche, ce second aspect n'est pas retenu, nous attardant aux échanges réalisés au moyen de lettres d'opinion publiées dans les journaux. On la dit *socio* parce qu'elle s'intéresse davantage à la relation qu'à la linguistique et davantage aux stratégies de manipulation qu'aux règles de discours; et *pragmatique* parce que les textes font sens en référant à d'autres textes experts, à des échanges et à des événements antérieurs, par exemple, auxquels les acteurs réfèrent dans leurs lettres d'opinion (comme c'est le cas ici). Le contexte auquel s'intéresse la pragmatique déborde du contexte institutionnel, voilà pourquoi nous choisissons plus spécifiquement ce type d'analyse.

Dans l'approche interlocutoire du lien social, la communication est un processus d'identification, un partage de contenu propositionnel (idées, croyances et valeurs, ou même le sens), et de coorientation où les acteurs agissent les uns par rapport aux autres, transformant leur relation par les actes de langage. La force illocutoire de tout énoncé opère le contenu propositionnel à travers des stratégies discursives pragmatiques : le même énoncé peut se dire de beaucoup de manières. Nous empruntons le répertoire de ces stratégies et tactiques à Brown et Levinson (1997) puisqu'il a l'avantage de cerner les moyens détournés qu'ont les acteurs de dire les choses, les *indirections*. La force

illocutoire est en effet souvent exprimée indirectement afin de limiter les menaces aux faces positive et négative de l'interlocuteur et maximiser ses chances de réussite, comme on l'a vu dans le cadre théorique.

En ce qui a trait à l'identification réalisée entre les acteurs, l'analyse s'appuie sur la sociologie des conventions et ses mondes communs. Ces derniers posent un nombre défini d'impératifs moraux, déclinés en dimensions, auxquels réfèrent les acteurs dans leurs propositions implicites récurrentes. Katambwe (2011) postule que plus il y a de recoupements dans les dimensions des sept mondes communs, plus grandes sont les chances que le lien social soit fort et qu'on arrive à la convergence entre les acteurs.

Démarche de recherche

La démarche de l'analyse de discours consiste à rassembler un corpus, à en faire une lecture attentive, puis à classer et à interpréter les données (Charaudeau, Maingueneau et coll., 2002).

Corpus

Le corpus est ici constitué de quarante lettres d'opinion amassées sur la base de données Eureka, qui puise dans les archives de quinze quotidiens, magazines et bulletins d'information²¹. Ces lettres ne constituent pas l'entièreté des opinions diffusées pour la

²¹ Eureka a considérablement enrichi sa base de données depuis, mais n'intègre toujours pas les médias de Quebecor Media. Ce dernier n'archivant pas ses publications, la recherche de textes parus dans les pages du *Journal de Québec* aurait nécessité une recherche dans l'ensemble des microfilms couvrant la période.

période sélectionnée, mais elles permettent d'atteindre la saturation des données et d'observer les récurrences avec leurs 642 propositions et les actes de langage qui opèrent chacune d'elles. Les textes analysés proviennent de *Le Soleil*, *La Presse*, *Le Devoir*, *Cyberpresse* et *L'Actualité*. L'accessibilité en ligne et la gratuité représentent des atouts considérables d'Eureka, qui offre aussi une transcription écrite de bulletins télévisés et radiophoniques, utiles pour la compréhension du contexte qu'implique la méthode d'analyse par expansion (Labov et Fanshel, 1977).

Étapes d'analyse

Au cours de la lecture du corpus, on repère dans un premier temps les propositions locales (*microstructurelles* chez Labov et Fanshel, 1977), soit toutes les assertions qui sont faites par les locuteurs. Déjà, on réalise un premier travail de découpage et d'interprétation en identifiant à la fois l'unité de sens et la nature de l'acte de langage (Katambwe, 2007). Il s'avère important, dans une perspective pragmatique, d'éclaircir les éléments qui ne sont pas explicitement nommés ainsi que le contexte discursif qui clarifie les propos du locuteur et donc, les significations sous-jacentes. Il importe de préciser que les acteurs sont rassemblés sous des catégories correspondant à leur origine. Au nombre de quatre, celles-ci permettent d'observer un alignement des discours qui leur sont propres. Des 642 propositions locales, celles qui sont explicites et récurrentes sont ensuite traitées comme des propositions globales, c'est-à-dire les perceptions des acteurs à l'égard de droits, de devoirs, de valeurs et d'obligations morales (propositions dites *macrostructurelles* chez Labov et Fanshel, 1977). Les propositions globales

débordent du seul cadre de la controverse. Elles constituent « des affirmations, souvent implicites, caractérisées par leur récurrence et leur universalité dans le cadre du fonctionnement organisationnel de tous les jours. Une telle proposition est une proposition dont l'applicabilité dépasse l'objet immédiat de la conversation » (Katambwe, 2011, p. 271). La tâche consiste dans un deuxième temps à trouver l'expression de ces propositions globales²², à découvrir de quelles façons elles sont logiquement liées entre elles et à les regrouper. Une seule phrase doit pouvoir les résumer en toute cohérence. C'est ce qu'on appelle le sous-texte (ou attente). La réduction du discours ainsi réalisée constitue la matrice du discours entourant la controverse. On doit ensuite identifier les stratégies discursives qu'utilisent les acteurs pour opérer ces sous-textes et, à partir de la grille des mondes, repérer à quel monde et à quelle dimension de ce monde les différents sous-textes appartiennent. Les acteurs, en fonction des stratégies utilisées, ne présentent pas systématiquement les mondes avec cohérence et transparence. Ils peuvent référer à des dimensions des mondes qui ne sont pas compatibles et, du coup, créer des incompréhensions et des contradictions. Les mondes sont des idéaux types, la fondation sur laquelle les sous-textes tirent leur validité. Les sous-textes « constituent donc l'arrière-plan à partir duquel les acteurs évaluent, critiquent, jugent les actions des uns et des autres et infèrent des significations qui peuvent ou non converger » (Katambwe, 2011, p. 256). Par superposition des textes étudiés, on arrive à voir s'il y a ou non des recouvrements, des zones de convergence (Katambwe, 2011).

²² Les propositions globales négatives présupposent des attentes contraires (Katambwe, 2011).

Terrain de recherche

Le terrain choisi pour étudier cette dynamique de la communication sociale est celui de la controverse entourant le projet de construction du terminal méthanier Rabaska dans la région de Québec. En 2003, Gaz Métro élaborait un projet de construction d'un terminal méthanier sur les rives du Fleuve Saint-Laurent afin de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz naturel, à ce jour uniquement albertaines. Le terminal aurait pour fonction de recevoir du gaz naturel liquéfié (GNL) par navires en provenance de l'étranger, en l'occurrence de Russie, et de le regazéifier dans des réservoirs à proximité afin de desservir le Québec et l'Ontario par gazoduc (certains diront aussi le Nord-Est américain). Les sites de la Rive-Sud de Québec et de Gros-Cacouna furent étudiés en vue de cette implantation. Gaz Métro a choisi la banlieue sud de Québec en avril 2004. Le projet devait être réalisé en partenariat avec Enbridge et Gaz de France, constitué légalement sous le nom de Rabaska. Dès 2004, l'opposition de citoyens et d'experts de différents domaines s'est manifestée notamment à travers des assemblées municipales, la formation de coalitions puis de lettres ouvertes publiées dans les journaux. Des acteurs favorables au projet, dont les promoteurs, des industriels et des gens d'affaires, s'exprimaient également sur diverses tribunes. Les délibérations ont soulevé tour à tour une variété de thèmes comme ceux de l'environnement, de la sécurité, du patrimoine, de l'agriculture, de l'énergie et de l'économie. Les discussions sur l'acceptabilité du projet occupaient l'espace public avant même qu'il soit soumis au BAPE et à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ).

En mai 2007, le BAPE a rendu un rapport favorable à Rabaska en l'absence d'expertises indépendantes externes. Puis, en septembre 2007, le gouvernement du Québec dessaisissait CPTAQ du dossier alors qu'elle allait se prononcer contre. En octobre 2007 et en mars 2008, les gouvernements du Québec et du Canada donnaient leur aval aux promoteurs. En mai 2008, Gazprom, une entreprise russe sous le contrôle du Kremlin, devenait actionnaire et fournisseur de Rabaska. Trois mois plus tard, l'intervention du Canada dans le conflit opposant la Russie à la Georgie, a aussi positionné Rabaska comme enjeu géopolitique.

À ce jour, l'opposition demeure active (quoique de moindre intensité), même si la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, a déclaré en mars 2011 qu'elle ne voyait pas *d'horizon favorable* au développement de Rabaska. Le coût du gaz naturel n'a pas augmenté comme les promoteurs le prédisaient et il a été confirmé que le Québec dispose de réserves de gaz naturel enfouies dans les schistes. Plusieurs industriels du gaz tentent d'ailleurs de l'exploiter, alimentant une nouvelle et vive controverse. Gaz Métro affirme que l'implantation du terminal Rabaska est toujours projetée. La population locale réclame la fin de l'incertitude à cet égard par l'abolition du décret l'autorisant, qui n'a pas d'échéance prescrite.

Résultats

Catégorisés sous quatre groupes distincts, les acteurs ont formulé des propositions locales récurrentes enchâssant des propositions globales, puis des mondes communs. Ce sont ces éléments de l'analyse, découpés par actes de langage et doublés des stratégies discursives employées pour atteindre l'objectif illocutoire, qui sont présentés dans cette section. Les sous-textes des groupes d'acteurs sont ensuite intégrés dans leur propre tableau d'analyse spectrale, puis superposés de façon à observer la présence de recoupements.

Analyse des données

Les acteurs qui se sont manifestés dans la controverse par la rédaction de lettres d'opinion ont été catégorisés sous quatre groupes : celui des promoteurs, qui réunit des porte-parole officiels du consortium Rabaska; celui des appuis aux promoteurs, composé d'industriels, d'acteurs économiques et de citoyens favorables au projet de terminal méthanier Rabaska; celui des opposants locaux, qui rassemble les gens qui habitent Beaumont, Lévis et L'île d'Orléans, directement touchés par l'implantation du terminal; enfin, le groupe des opposants experts, qui compte d'anciens hauts fonctionnaires, des citoyens-experts et des organisations rejetant le projet.

Promoteurs

Chez les représentants officiels du consortium Rabaska, l'analyse démontre la récurrence de sept propositions, ce qui fait d'elles des propositions globales.

- a. *Les opposants diffusent des faussetés.* C'est ainsi que se synthétisent plusieurs propositions qu'on trouve opérées le plus souvent comme une accusation dirigée à l'endroit des opposants au projet, portant atteinte à la face positive des destinataires. On l'observe parfois de façon indirecte, avec une tactique comme celle de la question rhétorique : « Se pourrait-il que vous ayez soumis des arguments erronés? »; ou de façon directe, sans redressement : « nous ne véhiculons que des faits, contrairement à nos opposants qui peuvent affirmer toutes sortes de choses sans être confrontés ou questionnés ». On trouve également des actes de langage directifs, avec une tactique qui impersonnalise le destinataire : « Il faut cesser de me faire dire des choses que je n'ai pas dites »; et même expressifs : « Malheureusement, certains de nos opposants ne semblent pas partager ce souci d'exactitude ». Ces citations démontrent l'attente d'exactitude en ce qui a trait à l'information diffusée.

- b. *Rabaska est analysé dans un processus réglementaire exigeant par des organismes impartiaux.* Des actes de langage assertifs, à l'exception d'un avertissement (directif), opèrent cette proposition chez les promoteurs. Avant la tenue des audiences du BAPE, les promoteurs prédisent ce processus : « Il sera examiné par des experts indépendants et devra être approuvé par les autorités

gouvernementales ». Lorsque le rapport favorable du BAPE est rendu public, on assiste à des accusations et à des contradictions en réponse aux opposants qui critiquent la partialité des commissaires : « Ces gens [les commissaires du BAPE] reconnaissent la justification du projet ainsi que l'impartialité et les compétences des différents organismes qui ont évalué Rabaska ». Ces propositions portent atteintes à la face positive des opposants au projet, de façon directe sans redressement dans l'exemple précédent, mais aussi de façon indirecte : « À l'issue des audiences, le GIRAM que vous représentez a louangé la qualité des commissaires et le processus d'évaluation ». L'assertion précédente présuppose une critique d'inconséquence à l'endroit du groupe, qui dénonce désormais le travail des commissaires. Certaines propositions se posent également en une tactique visant à redresser la face positive d'autres destinataires, comme dans l'un des exemples plus haut où l'on remarque des qualités appréciables chez les organismes chargés de l'analyse du projet Rabaska, c'est-à-dire leur impartialité et leurs compétences. Aussi éloquente, la citation qui suit, pondérée avec l'intention de ne pas contraindre en recourant au conditionnel, démontre la grandeur concédée au processus et aux organismes : « C'est dire que si Rabaska ne respecte pas les normes en vigueur, n'est pas sécuritaire, que s'il y a des impacts inadmissibles sur l'environnement, que si nous ne démontrons pas sa nécessité et son utilité publique, il sera refusé ». Sur le plan du contenu, le propos porte sur la qualité *réglementaire* du processus d'évaluation auquel on peut avoir confiance.

- c. *Le Québec a besoin de gaz naturel.* On affirme les besoins en gaz naturel dans les lettres d'opinion en réaction aux opposants qui remettent en cause la pertinence énergétique du terminal Rabaska. À l'affirmation suivante d'un citoyen opposé au projet « Le nouveau président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, déclarait le 2 mai dernier que *tous les nouveaux besoins du Québec peuvent être satisfaits par les énergies renouvelables* », le PDG de Rabaska répond par un acte assertif de contestation : « il importe de mentionner que M. Vandal parle des besoins en électricité. Prétendre que l'économie québécoise ne fonctionne ou ne fonctionnera dorénavant qu'avec l'électricité est faire fi de la réalité québécoise », attaquant ainsi la crédibilité et donc la face positive de l'opposant en question, avec une stratégie directe sans l'atténuer. Dans cette même lettre, l'auteur va jusqu'à utiliser la stratégie indirecte qu'est l'ironie : « Je remercie M. Bastrash d'avoir cité la Federal Energy Regulatory Commission (FERC) dans sa décision », pour le contredire ensuite, ce qui constitue encore une fois une attaque à la face positive.
- d. *Le Québec doit diversifier son approvisionnement puisqu'il dépend d'une seule source en déclin.* Cette proposition est portée par des actes de langage assertifs, qui maintiennent une position précédemment explicitée et contredisent les opposants : « Nous avons toujours dit que ces volumes viendraient remplacer le gaz (non s'y ajouter) en provenance de l'Ouest canadien ». On la trouve également sous la forme directive que sont l'avertissement et la recommandation, comme dans : « les consommateurs du Québec et de l'Ontario localisés loin des sources

d'approvisionnement traditionnelles ont avantage à avoir accès à d'autres sources ». Celle-ci est formulée avec une stratégie visant à atténuer la menace à la face négative par l'usage d'un nom au lieu d'un verbe, qui aurait été plus contraignant.

- e. *Le projet Rabaska aura des retombées bénéfiques pour l'économie québécoise.* Les promoteurs informent des besoins comblés par le gaz naturel et prédisent des retombées pour l'économie au moyen d'actes de langage assertifs : « les retombées économiques associées à la réalisation de ce projet de 840 millions sont considérables en matière de création d'emploi, surtout durant la construction, et de fiscalité tant pour la Ville de Lévis que pour les gouvernements supérieurs ». Ces propositions sont présentées sans adoucir la menace à la face positive des opposants au projet, mais on observe une stratégie visant à rehausser la face positive des instances gouvernementales par la coopération, plus spécifiquement en offrant de satisfaire un désir présumé, soit d'entraîner des retombées économiques.

- f. *Le projet Rabaska réduira les émissions globales de gaz à effet de serre (GES) qui contribuent aux changements climatiques.* La plus importante proposition environnementale porte sur la réduction des émissions globales de GES; les autres lui sont complémentaires. Les auteurs ont notamment recours à une stratégie misant sur la coopération, par la promesse (sous forme de prédiction, qui est un acte assertif) de réduire les émissions de GES : « La diminution des émissions au Canada montre que le projet contribuera à aider le pays à atteindre les objectifs du protocole

de Kyoto », ce qui est désirable chez les interlocuteurs. On retrouve une assertion complémentaire voulant que les GES au Québec augmenteront avec la venue de Rabaska : « nous avons estimé qu'au net, il y aurait au Québec davantage d'émissions de GES (...). Nous n'avons jamais cherché à cacher ces résultats ». L'auteur reconnaît (assertif) ce scénario. Sa citation donne une meilleure perspective sur l'implication du qualificatif *globale* dans l'expression de cette proposition portant sur les réductions de GES.

- g. *Le gaz naturel est moins polluant que le mazout.* La proposition précédente s'appuie sur celle-ci, car le terminal méthanier peut réduire les émissions globales de GES grâce au fait (reconnu) que le gaz naturel est moins polluant que le mazout. Ici aussi, on observe un effort pour minimiser les atteintes à la face positive par des stratégies de coopération en regard d'un objet désirable pour tous : « on oublie trop souvent que le mazout émet plus de 30 % de plus de gaz à effet de serre (...) que le gaz naturel »; ainsi qu'à la face négative, où l'on prend soin d'impersonnaliser le destinataire de l'exigence (directive) : « L'apport additionnel de gaz naturel permettant de remplacer d'autres combustibles fossiles plus polluants constitue une piste qu'il faut soutenir ».

Ces propositions globales permettent d'identifier cinq sous-textes distincts, qu'on trouve ensuite intégrés dans le tableau d'analyse spectrale 1 :

1. Les opposants devraient vérifier l'exactitude de leurs propos (a). En accusant les opposants de diffuser des faussetés, le promoteur les taxe de fournir un travail de mauvaise qualité et exprime son attente d'exactitude en regard de l'information diffusée. Son accusation correspond à l'état de petit, par opposition à son attente (qui nous intéresse ici) qu'on attribue à l'état de grand du monde industriel.

2. Le projet Rabaska est analysé dans un processus réglementaire impartial (b). Parce qu'ils insistent sur les qualités *réglementaire* et *impartiale* du processus d'évaluation, les promoteurs font référence à l'état de grand du monde civique, qui est inspiré du Contrat social de Rousseau. La façon qu'ont les êtres et les objets d'incarner le principe supérieur commun (la convention à partir de laquelle les actes, les choses et les personnes sont jugés dans un monde donné) détermine leur place dans l'échelle de grandeur propre à ce monde. L'état de grand qualifie les êtres et les objets qui sont garants du principe supérieur commun, par opposition à l'état de petit. Les grands servent ainsi le bien commun. Ce qui est réglementaire et impartial sert le bien commun dans le monde civique.

3. Le Québec doit diversifier son approvisionnement en gaz naturel et remplacer le mazout par le gaz naturel pour répondre à ses besoins énergétiques et réduire la

pollution (c; d; g). Pour fonctionner, les organisations doivent prendre des mesures qui appartiennent à la dimension des relations naturelles, qui précisent les transactions cohérentes dans un monde, ici industriel, soit le monde du fonctionnement optimal. « Les liaisons fonctionnelles sont établies sur le mode du *nécessaire*, du *requis* » (Boltanski et Thévenot, 1991, p. 259). C'est sur ce mode que sont présentés la diversification de l'approvisionnement de gaz naturel et le remplacement du mazout. Il s'agit là des actions nécessaires à la prise en charge des contraintes que sont la pollution et l'approvisionnement en gaz naturel.

4. Rabaska entraînera des retombées économiques pour le Québec (e). Les retombées anticipées du projet Rabaska sont présentées en tant qu'objet désirable. Elles s'inscrivent ainsi dans la dimension du répertoire des objets du monde marchand, le monde des affaires.
5. On doit apprécier les diminutions globales des GES du projet Rabaska (et non les émissions locales qui augmenteront) (f). Il faut ainsi renoncer au particulier pour faire bénéficier l'humanité des réductions de GES. On y reconnaît le sacrifice, ou l'investissement, requis pour accéder à l'état de grandeur dans le monde civique.

Tableau 1 : Analyse spectrale des sous-textes des promoteurs

	Sup. commun	État grand	Dignité	Sujets	Objets	Invest.	Rapport grandeur	Relations naturelles	Forme vérité	Épreuve	Jugement	Forme évidence	Déchéance
Inspiré													
Domes- tique													
Opinion													
Civique		2				5							
Marchand					4								
Industriel		1						3					
Réseau													

Appuis aux promoteurs

Les propositions globales repérées chez les appuis aux promoteurs sont au nombre de huit.

- h. *Le processus d'évaluation du projet Rabaska est objectif.* À une exception près, les textes en appui aux promoteurs de Rabaska sont venus à la suite du rapport favorable du BAPE, le plus médiatisé des mécanismes d'évaluation. Les acteurs et groupes d'acteurs appuyant le projet font valoir, au moyen d'assertions, l'impartialité du processus d'évaluation de Rabaska en réponse aux accusations de partialité des opposants. C'est ainsi qu'on retrouve des contradictions qui s'adressent directement aux opposants, sans qu'on cherche à adoucir les atteintes à la face positive : « Ces organismes ont été mis en place justement pour permettre une évaluation objective des projets ». Les propositions sont aussi adressées aux organismes évaluateurs, cette

fois avec des stratégies visant à rehausser leur face, qu'il soit simplement question de remarquer cet aspect souhaitable chez eux : « Les commissaires ont mené une analyse impartiale »; ou encore d'exagérer par une louange : « Le BAPE l'a fait avec une rigueur et une perfection ». Cette dernière précède une critique indirecte d'inconséquence envers les opposants actifs, présumée dans : « ... qui ont forcé les plus fermes opposants à lui adresser des félicitations à la fin de l'exercice du projet Rabaska ». Un groupe d'acteurs fait de même, cette fois directement (en aggravant l'atteinte à la face par une insulte) : « Les porte-parole de certains groupes, après avoir félicité publiquement les commissaires du BAPE pour la qualité de leur travail, au terme des audiences de cet organisme, tentent maintenant de discréditer cette institution en questionnant la compétence même des commissaires. Ceci est totalement irresponsable! ». L'attention portée à la face positive des commissaires demeure implicite à la critique des opposants.

- i. *Le processus d'évaluation de Rabaska est suffisant, il faut l'implanter.* Le projet Rabaska a réussi l'évaluation à laquelle tout projet de cet ordre doit se soumettre, mais l'opposition demeure persistante et certains demandent d'obtenir d'autres avis avant d'aller de l'avant. À ces requêtes, des acteurs appuyant Rabaska répondent par des actes de langage assertifs, qui menacent la face positive des opposants : « Cela fait plus de trois ans que dure ce projet, je me demande ce qu'il faudrait faire de plus. Surtout que le BAPE s'est montré favorable ». D'autres opèrent cette même idée au sein d'actes directifs adressés au gouvernement du Québec, adoucis ici avec la

stratégie de politesse qui consiste à faire de l'imposition une règle générale : « Le Québec s'est doté d'un outil efficace d'évaluation des projets [le BAPE] et il est primordial d'en respecter le travail et les conclusions »; « Vient un temps où il faut trancher ». Un autre groupe avance aussi une imposition avec une stratégie indirecte visant à soulever les motifs (pour dire oui à Rabaska) au travers cette question rhétorique : « Est-ce que dans le cas de Rabaska, on va dire au promoteur qu'après avoir investi 50 millions pour un projet finalement accepté par le BAPE, on ferme les livres? » révèle l'imposition comme une règle générale, ce qui adoucit aussi l'atteinte à la face. Un seul acteur se permet d'exiger du gouvernement qu'il tranche en faveur de Rabaska sans mitiger l'imposition : « C'est pourquoi le gouvernement doit autoriser le projet dans les meilleurs délais, et ce, pour le bien de notre environnement et de notre économie ». Lui-même ex-ministre québécois, Guy Chevette le fait au terme d'une lettre où il a pris soin d'adoucir d'autres actes potentiellement menaçants. Par ailleurs, pour appuyer la proposition, certains acteurs accusent les opposants de chercher à retarder ou à empêcher la réalisation du terminal, sans égard à la face menacée : « Ceci [demander d'autres études] aura comme seule conséquence de retarder, voir de remettre en question ce projet, ce qui est sans aucun doute la motivation de ceux qui les exigent »; et de façon plus acerbe encore (ironie) : « Les antiRabaskas veulent maintenant un moratoire sur tous les projets méthaniers et demandent la tenue d'un sommet sur l'énergie. En matière d'immobilisme, il serait difficile de faire mieux ».

- j. *Les bouleversements économiques mondiaux nuisent aux industries québécoises.*

Cette proposition est opérée d'une part par les actes de langage directifs que sont les avertissements, mais apportée indirectement comme un motif pour que le gouvernement donne son aval au projet Rabaska : « Le Québec perd du terrain parce qu'il met du temps à s'adapter aux profonds changements structurels qui bouleversent le monde (...) au détriment des pays industriels vieillissants [incluant le Québec] ». Des appuis industriels au projet Rabaska font aussi valoir leur situation difficile comme motif pour réaliser Rabaska au moyen d'actes assertifs. Ils mettent ainsi davantage leur propre face en péril : « L'industrie forestière traverse la période la plus difficile de son histoire ».

- k. *Le terminal Rabaska ferait diminuer les prix du gaz naturel et améliorerait la compétitivité des industries québécoises.* On trouve ici clairement exprimée l'issue aux problèmes des industries québécoises : « Nous considérons donc que la réalisation d'un projet de terminal méthanier et ce rapidement, devient donc essentielle pour (...) la compétitivité de ses entreprises manufacturières ». Pour sa recommandation (directif), l'auteur de l'extrait précédent a recours à une stratégie pour ne pas contraindre son destinataire, qu'on devine être le gouvernement du Québec, en utilisant un nom plutôt qu'un verbe. On déduit généralement davantage cette proposition sous forme d'assertions négatives sur la hausse des coûts de l'énergie : « l'énergie représente une part importante des coûts de production des manufacturiers, on constate alors un nouveau facteur pénalisant »; ou

d'avertissements tel que : « Inutile de décrire le choc terrible pour notre industrie en cas d'augmentation substantielle des prix du gaz et les répercussions négatives sur les emplois ». Ces deux extraits ont en commun la stratégie indirecte qui consiste à soulever des motifs pour faire agir le destinataire, laissant à la fois le locuteur et l'interlocuteur libres de justifier une interprétation qui diffère de l'acte directif.

- l. *La substitution du mazout par le gaz naturel permettrait d'améliorer le bilan environnemental des industries québécoises.* Comme chez les promoteurs, la venue du terminal méthanier Rabaska est présumée contribuer à l'environnement. On trouve des assertions qui reconnaissent/déplorent l'usage du polluant mazout : « les industriels québécois ont dû accroître leur consommation de mazout lourd (...); un combustible beaucoup plus polluant que le gaz naturel ». On observe également des actes directifs, dont la menace à la face négative est mitigée par le recours à une stratégie, soit directe ou indirecte comme cet avertissement qui donne des motifs pour favoriser une baisse des prix du gaz naturel, donc d'accepter Rabaska : « des prix du gaz naturel élevés nous forcent à utiliser des carburants de remplacement (...), ce qui a pour effet d'augmenter nos émissions de GES ».

- m. *Il faut diversifier l'approvisionnement québécois en gaz naturel.* La diversification est une proposition moins importante en terme de récurrence que par sa relation à la diminution projetée des prix du gaz naturel. Les acteurs l'opèrent par des actes de langage directifs avec des stratégies qui atténuent la portée de leur requête : « La

nécessité de diversifier nos sources d'approvisionnement en gaz naturel a par ailleurs été confirmée par toutes les politiques énergétiques adoptées par le gouvernement du Québec ». L'auteur de l'extrait a choisi d'utiliser un nom au lieu d'un verbe, en plus de se prévaloir de l'autorité institutionnelle à qui s'adresse son exigence : le gouvernement du Québec.

Ces propositions réunies présentent trois sous-textes :

6. L'évaluation du projet Rabaska est suffisante, on doit maintenant l'implanter (h; i).
Ce sous-texte découle d'une critique depuis le monde industriel qui met en cause l'inefficacité des procédures administratives chères au monde civique. L'implantation, le test, est l'épreuve du monde industriel. C'est là qu'on y départit les grands des petits : ça fonctionne ou pas. C'est par la mise en marche qu'on verra si ça fonctionne bien (et non par d'autres évaluations).
7. On doit remplacer le mazout par le gaz naturel pour améliorer le bilan environnemental des industries québécoises (l). Comme chez les promoteurs, les acteurs appuyant le projet Rabaska font reposer en partie leur position par les relations naturelles du monde industriel : la substitution du gaz naturel comme moyen nécessaire pour maîtriser les problèmes environnementaux causés par les industries.

8. On doit diversifier l'approvisionnement québécois en gaz naturel pour faire diminuer le prix du gaz naturel et améliorer la compétitivité des industries québécoises (j; k; m). Ici, la diversification est un moyen de faire diminuer les coûts du gaz naturel dans l'optique d'être compétitifs. C'est dans le monde marchand, soit le monde des affaires et de la compétitivité, plus spécifiquement dans la dimension des relations naturelles, que s'intègrent ces actions.

Tableau 2 : Analyse spectrale des sous-textes des appuis aux promoteurs

	Sup. commun	État grand	Dignité	Sujets	Objets	Invest.	Rapport grandeur	Relations naturelles	Forme vérité	Épreuve	Jugement	Forme évidence	Déchéance
Inspiré													
Domes-tique													
Opinion													
Civique													
Marchand								8					
Industriel								7		6			
Réseau													

Opposants locaux

Les citoyens habitant le secteur convoité pour l'implantation du terminal avancent quant à eux huit propositions récurrentes.

- n. *Le projet Rabaska comporte des risques pour la sécurité publique.* Les atteintes à la face positive des promoteurs de Rabaska sont nombreuses dans les assertions sur les

risques relatifs au projet. Accusations et critiques sont émises directement : « Croyez-vous que (...) tous ces parents vont vouloir exposer leurs enfants aux risques du GNL, à la pollution engendrée par ce projet aberrant? ». Représentatif de plusieurs propositions identifiées, ce second extrait a une double force illocutoire. En plus de l'accusation (assertif), il agit en même temps comme un avertissement (directif) en soulevant, par une stratégie indirecte, un motif pour se méfier et pour refuser le projet Rabaska : « M. Kelly [PDG de Rabaska] n'a fait que démontrer, sans le vouloir, que ces promoteurs [ceux du terminal méthanier Keyspan, aux États-Unis], comme bien d'autres, étaient prêts à aller de l'avant avec leur projet au mépris de la sécurité publique ». Bien des promoteurs méprisent la sécurité publique, pourquoi ferait-on confiance à ceux de Rabaska?

- o. *Les promoteurs de Rabaska manipulent l'information à leur avantage.* Les citoyens accusent les promoteurs de Rabaska de manipulation, au moment où ces derniers entreprennent une campagne de communication. Les assertions, souvent incisives, sont faites directement, sans égard à la face menacée : « Aussi est-il permis de douter de la bonne foi de ses promoteurs qui, au moyen d'une campagne intensive de désinformation s'apparentant à un lavage de cerveau, ont donné aux populations touchées par leur projet des assurances en matière de sécurité que seuls des irresponsables pouvaient donner ». Le même auteur poursuit en référant à un sondage réalisé à Lévis par le consortium et qui lui est favorable : « à la différence de ce que l'on a fait à Lévis, il n'est pas possible à l'île d'Orléans de dégager une

majorité favorable à Rabaska en incluant dans l'échantillon à partir duquel se fait le sondage des répondants vivant à 40 ou 50 kilomètres du site convoité ». Toujours en lien avec la campagne d'information de Rabaska, une citoyenne rajoute à l'atteinte à la face positive en recourant à l'exagération et à l'ironie : « Rabaska est le projet le plus contesté de tous les temps? Ben voyons! On n'a qu'à inventer une acceptation sociale ».

- p. *Rabaska méprise les populations locales.* Les citoyens locaux expriment cette proposition par des actes de langage qui portent atteinte encore une fois à la face positive et qui ne sont pas mitigés. Ils l'opèrent au travers des actes assertifs, particulièrement l'accusation : « Dire oui à Rabaska, c'est condamner des familles à quitter leur milieu de vie pour la création de 35 emplois [peu] ». Les acteurs formulent aussi la proposition par des actes de langage expressifs comme cette protestation, qui a la particularité de recourir à une stratégie visant à intensifier l'intérêt du lecteur (autre que le consortium) en lui proposant une bonne histoire (ici, une dont il est le héros) : « Imaginez : vous êtes tranquillement assis chez vous, dans cet endroit que vous entretenez depuis des années et des inconnus se pointent pour vous dire qu'ils vont construire un port méthanier sur votre terrain. On ne parle pas d'une serre de tomates, mais d'un port méthanier! ». La même citoyenne poursuit, sous la forme directive de la revendication en recourant à la stratégie indirecte qu'est la question rhétorique : « Ces travailleurs qui vivent dans le secteur convoité, ne

sont-ils pas eux aussi des personnes qui ont le droit de vivre dans le milieu qu'ils ont choisi? ».

- q. *Le gouvernement du Québec est favorable au projet Rabaska avant même la fin du processus d'évaluation (les dés sont pipés).* Cette proposition est notamment opérée au moyen d'accusations (assertifs) formulées directement : « À Lévis, on avait vu le promoteur du terminal méthanier de Rabaska écrire une résolution municipale en faveur de son projet avec le maire de l'époque, Jean Garon. À Québec, on vient d'assister au congédiement du ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, pour un conflit avec le chef de cabinet de Jean Charest, Stéphane Bertrand, un ex-dirigeant de Gaz Métro, principalement en raison du projet Rabaska ». D'autres usent de stratégies indirectes, comme ici l'euphémisme et la métaphore combinés : « le gouvernement qui n'aura qu'un mot à dire pour que le BAPE s'écrase ».
- r. *L'opposition des citoyens contre Rabaska est légitime.* L'accusation du *pas dans ma cour* exprimée dans les médias (moins dans les lettres ouvertes) pèse sur les opposants locaux et mine leur crédibilité. C'est ainsi qu'ils en viennent à défendre la légitimité de leur action militante, par des actes assertifs et directifs. Ce citoyen soutient (assertif) en attaquant la face positive du consortium : « Cette opposition, qui est à l'origine de la création de l'Association de l'île d'Orléans contre le port méthanier, s'est manifestée clairement de diverses façons : adoption d'une résolution contre Rabaska par le conseil municipal (...); signature d'une pétition antiRabaska

(...); sondage de la firme Léger Marketing... ». Un autre fait pareil, tout en vantant (assertif) les actions entreprises localement : « À l'inverse [de l'installation de pancartes proRabaska la veille de la visite des commissaires du BAPE dans le secteur visé], il faut souligner la représentativité et la légitimité de la première série de pancartes installées depuis plus de deux ans, celles contre le projet Rabaska ». On trouve aussi l'accusation indirecte sous la forme d'une question rhétorique dirigée à l'endroit des lecteurs : « Cette question, je vous la pose personnellement : vivriez-vous à quelques centaines de mètres d'un terminal méthanier? ». Les actes de langage directifs s'adressant à la population, dans le but de la mobiliser, mettent en œuvre des stratégies de communication pour limiter la contrainte. C'est le cas de l'invitation à une marche contre Rabaska lancée en conclusion de la lettre d'opinion d'une citoyenne impliquée de près dans la mobilisation contre le terminal : « Samedi prochain à Montréal, je marcherai pour Kyoto, contre les terminaux méthaniers, surtout, pour la démocratie! ». Elle commet ici son invitation indirectement, de manière conventionnée, de telle sorte que le but illocutoire directif est entendu dans l'expression de son propre engagement (commissif). Adressé aux élus, cet acte à la fois assertif et directif est réalisé avec une stratégie indirecte qui laisse planer le doute sur une accusation, tout en suggérant le comportement souhaitable (préférer les populations) : « Quelle est la vision de notre gouvernement? Celle de prioriser la rentabilité des entreprises aux dépens des populations habitant le territoire convoité? ».

- s. *Le projet Rabaska nuira à l'environnement.* La pollution engendrée par le terminal est une autre thématique récurrente dans les lettres des citoyens s'opposant au projet Rabaska. Encore ici, les auteurs n'ont pas recours aux stratégies visant à amoindrir les impacts aux faces positive et négative du consortium. On y trouve des critiques (assertifs) : « Rabaska est un projet polluant et il contrecarre nos efforts à atteindre nos objectifs de lutte aux changements climatiques »; une désapprobation (expressif) sous la forme d'une métaphore : « Déjà que les 146 000 tonnes de gaz à effet de serre par an de Rabaska étaient une grosse bouchée »; et un avertissement (directif) : « trop d'éléments portent [des] risques réels et concrets à la santé publique : pollution atmosphérique, impact sonore, risques à la sécurité, pour en nommer quelques-uns ».
- t. *Le Québec n'a pas besoin de gaz naturel supplémentaire.* La justification énergétique de Rabaska est remise en question par les opposants surtout par des actes de langages assertifs tels que la contestation, la contradiction, l'accusation. Les stratégies indirectes employées dans ces lettres ne redressent en rien la face positive des promoteurs : « Aux derniers jours d'audience, l'Association canadienne du gaz a même contredit le promoteur en niant tout problème d'approvisionnement pour le Québec [problème anticipé par Rabaska et qui justifie son projet] ». Deux actes directifs sont quant à eux adressés au gouvernement, ici en amoindrissant l'impact en utilisant un nom au lieu d'un verbe : « Je vois plutôt l'urgente nécessité de réduire le plus possible notre consommation d'énergies fossiles en les remplaçant par des sources d'énergie propre et renouvelable ».

u. *Il y aura peu de retombées économiques réelles pour le Québec.* Cet élément important de l'argumentation du promoteur est remis en question à répétition chez l'opposition citoyenne locale. Dans sa contestation, l'auteur de l'extrait suivant reprend (contre lui) les propos du PDG de Rabaska, dans le but de nuire à sa légitimité peut-on croire : « Que dire des promesses de M. Kelly au sujet des millions en taxes, des 3000, 3400 ou encore 3500 emplois tantôt nommés directs et indirects durant la construction avec, enfin, 70 emplois lors de l'exploitation? Aucun des ports méthaniers semblables dans le monde n'a donné autant d'emplois et d'argent. Et alors que : ... seulement le béton, la jetée et le quai seront québécois puisqu'aucune entreprise québécoise, encore moins nord-américaine, n'offre cette technologie, Glen Kelly (*Le Soleil*, 27 novembre 2004) ». Cette citoyenne accuse la Ville de Lévis et conjecture du même coup sur la pérennité des retombées fiscales annoncées par Rabaska (plusieurs opposants croient que les taxes payées par Rabaska vont diminuer après quelques années) : « La Ville de Lévis a carrément abandonné ces familles, pour des taxes qui vont fondre avec le temps ». Un autre auteur accuse le consortium, entre autres, de gonfler les retombées par la stratégie indirecte qu'est l'exagération : « Pendant ce temps, le promoteur de Rabaska a déposé ses études d'impacts sous la signature d'un de ses actionnaires (SNC-Lavalin), lesquelles garantissent que le projet est plus que parfait : sécuritaire à 200 %, bénéfique au protocole de Kyoto et générateur de richesse pour tous ».

Ces propositions des opposants citoyens habitant le secteur visé se résument à cinq sous-textes :

9. On doit éviter les risques inutiles (pas besoin du gaz naturel) pour la sécurité publique et l'environnement, c'est-à-dire qu'on doit assurer la prévisibilité des événements dans le futur et la réponse utile aux besoins (n; s; t). Rarement le principe supérieur commun d'un monde est-il explicité; on le fait généralement en dernier recours puisque la référence aux autres dimensions suffit la plupart du temps (Boltanski et Thévenot, 1991). C'est tout de même ce que font ici les citoyens, car ce sous-texte rassemble tous les éléments du principe supérieur commun du monde industriel. L'ordre de ce monde s'établit en effet sur l'efficacité des êtres à répondre utilement aux besoins, tout en assurant le bon fonctionnement – stable – dans un futur qui devient de ce fait prévisible.

10. Les promoteurs de Rabaska devraient livrer l'information pour l'intérêt général et non pour servir leurs propres intérêts (o). Cette accusation de manipulation de l'information appartient à la dimension de déchéance du monde civique. L'action intéressée pour nourrir des intérêts particuliers divise, ce que condamne le monde civique. L'attente, inverse à cette accusation, s'insère dans la dimension d'investissement du monde civique exigeant le sacrifice de l'intérêt particulier.

11. L'opposition des populations locales est légitime (p; r). Pour protéger les droits civiques, il faut se mobiliser, prendre la parole. C'est de cette façon que se déploient les relations naturelles du monde civique.
12. Le gouvernement du Québec doit respecter le processus d'évaluation réglementaire du projet Rabaska (q). « La réalité est claire lorsqu'elle est accordée à tes *textes* que l'on peut invoquer et à des *règles* [en l'occurrence, le respect du processus d'évaluation] susceptibles d'être appliquées » (Boltanski et Thévenot, 1991, p. 240). C'est donc à la dimension de la forme de l'évidence du monde civique, la modalité de connaissance propre à ce monde, que les acteurs réfèrent en invoquant le respect de l'évaluation réglementaire pour éclairer la question.
13. Pour être acceptable, un projet doit avoir de réelles retombées économiques (u). La valeur doit ainsi être justifiée. Ce sous-texte s'intègre à la dimension du mode d'expression du jugement du monde marchand. Le prix doit concorder avec la valeur, voilà la manière dont le principe supérieur commun est sanctionné par l'épreuve dans ce monde.

Tableau 3 : Analyse spectrale des sous-textes des opposants locaux

	Sup. commun	État grand	Dignité	Sujets	Objets	Invest.	Rapport grandeur	Relations naturelles	Forme vérité	Épreuve	Jugement	Forme évidence	Déchéance
Inspiré													
Domes-tique													
Opinion													
Civique						10		11			12		
Marchand											13		
Industriel	9												
Réseau													

Opposants experts

Ces opposants qui se manifestent hors de la zone visée par Rabaska sont de loin ceux qui ont le plus développé leur argumentation. Ils sont des organisations, d'anciens hauts fonctionnaires ou des citoyens détenant une certaine expertise. Tous détiennent une expertise dans l'un des domaines interpellés dans la controverse, de telle sorte que les propositions globales sont nombreuses pour cette catégorie hétérogène.

v. *Il faut d'autres expertises pour analyser le projet Rabaska (l'évaluation actuelle est insuffisante).* Cette proposition survient entre autres lorsque le rapport du BAPE est rendu public : « bien peu de questions ont trouvé réponse dans la toute récente décision du BAPE d'autoriser Rabaska (...). C'est notamment le cas de la pertinence énergétique du projet », accuse directement l'un des auteurs ayant œuvré dans le domaine de l'énergie pour la fonction publique. Les accusations comme celle-là sont

nombreuses, de même que les critiques. Qu'elles soient formulées de façon directe ou indirecte, elles demeurent moins agressives que celles des citoyens locaux. Celle-ci, qui se termine sur une question rhétorique (stratégie indirecte), arrive en réponse au collectif économique, qui a publiquement appuyé le projet Rabaska : « Il faut également savoir que, pour appuyer leurs recommandations, les trois commissaires ont systématiquement refusé de recourir à des experts externes et indépendants (...) Pourtant, pour une analyse rigoureuse d'un projet de GNL, une technologie inexistante au Canada, un tel soutien ne s'avèrait-il pas indispensable, voire incontournable? ». On compte peu d'actes directifs. Cet acteur institutionnel est le seul à en commettre et il prend soin d'adoucir l'imposition : « Compte tenu de l'importance de ce débat, Équiterre a recommandé au gouvernement de mandater la Régie de l'énergie pour lui donner un avis sur les besoins en gaz naturel au Québec ». La formulation d'un acte de langage directif par l'utilisation du nom de l'organisation est une stratégie qui communique le souhait de ne pas imposer. Le même groupe poursuit avec une conjecture (assertif) qui diminue l'atteinte à la face positive par une stratégie qui consiste à présupposer de l'intérêt des destinataires, ici le désir de toutes les parties de faire connaître leur expertise : « Devant la Régie, chaque partie pourra présenter ses expertises ». Après avoir été dessaisie de l'étude du dossier, la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) a quand même fourni son avis (comme la loi le prévoit) et l'a publié dans les pages d'opinion : les informations transmises [par le consortium] ne sont toujours pas satisfaisantes et ne permettent pas davantage à la Commission de conclure qu'il

n'existe pas de sites de moindre impact sur l'agriculture pour la réalisation du projet ». Il s'agit d'une accusation directe, sans redressement, portant essentiellement sur les manquements au dossier pour une analyse adéquate de la CPTAQ.

w. *Le projet Rabaska menace les terres agricoles à long terme.* Les auteurs apportent cette proposition avec des actes de langage assertifs, suivis d'actes directifs que sont les avertissements. Dans la citation qui suit, un fonctionnaire retraité du domaine de l'agriculture informe de la qualité des terres sur lesquelles sera construit le terminal : « le Québec ne comptait [en 1940] que 2,7 % de son territoire propice à l'agriculture, y compris les sols les plus pauvres et difficiles à cultiver. Les meilleurs? Les basses terres du Saint-Laurent, l'ancienne mer Champlain ». Cette assertion est indirecte en ce sens qu'elle ne dit pas explicitement que le terminal se trouvera sur ces terres, mais prend soin de susciter l'intérêt du lecteur par sa formulation qui l'implique, en présumant de sa question à laquelle elle répond. L'auteur poursuit avec cette même stratégie tournée vers le lecteur dans un avertissement (directif) : « Quelques dizaines d'acres soustraits à l'agriculture ne seraient pas une catastrophe, dites-vous? J'en conviens, mais ce sont des dizaines d'acres ici et là qui conduisent à la disparition de notre patrimoine agricole ». La CPTAQ suit cette même logique d'information suivie d'une imposition. Elle témoigne d'abord de la demande de dézonage formulée par Lévis : « La demande porte sur une superficie globale de 279,3 hectares comprenant l'emplacement du terminal méthanier sur une superficie de 271,7 hectares et le chemin d'accès sur une superficie de 7,6 hectares ». Elle

avertit ensuite : « En fait, l'implantation du projet Rabaska marquera l'ouverture d'un parc industrialo-portuaire dans le secteur concerné, ce que souhaite la Ville de Lévis, et c'est d'ailleurs ce qu'elle a inscrit dans ses orientations d'aménagement depuis plus de 20 ans ». L'assertion est directe et n'est pas adoucie.

x. *Il y a des irrégularités dans le processus décisionnel entourant le projet Rabaska.*

Les acteurs opèrent particulièrement cette proposition au moyen d'assertions, notamment les accusations directes comme celle-ci : « Des fonctionnaires municipaux de Québec les ont appuyés [les marchands, dans leur démarche pour démolir une partie du patrimoine de Québec qui freinait le développement économique en 1870], comme aujourd'hui ceux de Lévis ». D'autres actes assertifs vont dans le même sens, mais d'une façon indirecte, comme cette conjecture contenant une métaphore : « Si un seul port méthanier doit voir le jour, et que la décision va pour Rabaska, je devrai en venir moi aussi au constat que les dés sont pipés ». L'extrait suivant compte quant à lui une accusation (assertif) et une recommandation (directif) directe – puisqu'elle survient après que l'auteur ait défini ce qu'il entend par *le bien du peuple* – : « J'espère que nos élus légiféreront pour le bien du peuple et non pour des groupes en particulier comme c'est trop souvent le cas ».

y. *Les gouvernements doivent protéger les populations.* Il s'agit ici d'une imposition adressée aux gouvernements du Québec et du Canada. On la trouve sous forme de

suggestion, de recommandation ou sous des formes plus menaçantes comme l'exigence, mais elles sont commises indirectement ou au travers des stratégies de rehaussement de la face. Elle se trouve ici formulée de façon indirecte, vaguement (puisque'on ne précise pas en quel sens il aurait dû se prononcer), et présuppose une critique (le ministre aurait dû le faire avant) : « il est d'ailleurs étonnant que le ministre de Transports Canada, Lawrence Cannon, ne se soit pas encore prononcé dans le dossier Rabaska, lui qui pourtant chapeaute le Bureau de la sécurité des transports ». De façon directe, la citation qui suit montre la stratégie d'impersonnalisation et d'usage de nom au lieu de verbe : « Mais au-delà de ces soucis, il faut aussi reconnaître notre responsabilité envers des populations à risque à travers le monde ».

- z. *Le projet Rabaska comporte des risques pour la sécurité.* On observe un peu plus d'actes de langages directifs opérant cette proposition sur les risques à la sécurité engendrés par le terminal projeté, mais aussi des assertifs comme cette critique directe : « Absence de justification environnementale (...), et ce, sans mentionner les impacts documentés sur la faune, la flore, la santé et la sécurité dans l'environnement immédiat ». À première vue, dans la citation qui suit, l'auteur fait une assertion qu'il adoucit d'une stratégie où il remarque quelque chose de positif chez le promoteur. Il la fait suivre d'un avertissement (directif), dont la stratégie indirecte laisse planer l'ambiguïté sur son intention : « Bien que le promoteur de Rabaska ait prévu des moyens d'atténuation des accidents, il n'en demeure pas moins que l'erreur humaine

constitue la cause principale des accidents maritimes, le plus souvent reliés à des problèmes de communication ». On peut traduire cet extrait par *le promoteur ne peut pas prévenir les accidents maritimes*, visiblement une attaque directe à la face positive du promoteur et un avertissement aux gouvernements qui doivent trancher. Un peu plus loin toutefois, il atténue réellement la portée d'un acte directif identifié comme une commande (dont l'imposition est importante étant donné qu'il n'y a pas d'option de refus). Pour cela, l'auteur use d'une stratégie qui agit comme une contrainte à la force illocutoire (*hedge*) : « À la lumière de mon expérience, il m'apparaît clair que le moyen le plus sécuritaire de se protéger contre les accidents et les erreurs humaines est de garder ces cargaisons de méthane liquéfié loin des populations et à l'extérieur des eaux restreintes ».

- aa. *Le terminal Rabaska nuirait à l'environnement.* C'est notamment sous la force illocutoire directive de l'avertissement qu'est opérée cette proposition. Certains favorisent des stratégies indirectes comme celle qui consiste à donner des motifs pour refuser l'implantation du terminal : « L'aventure que Rabaska propose aux Québécois, c'est d'utiliser leur territoire et le fragile estuaire du Saint-Laurent comme lieux de transit privilégié ». Il ne dit pas explicitement ce qu'il faut faire. L'avertissement se prête bien à cette stratégie. Un autre acteur y va d'un acte direct articulé avec un adoucisseur (*hedge*) : « Or, l'établissement des terminaux méthanier sur le territoire du Québec représenterait un tel engagement envers cette source d'énergie qui, d'après nous, risquerait d'achever nos chances d'obtenir de telles

réductions ». On observe également des actes de langage assertifs : « On sait que ce port méthanier contribuera à augmenter les émissions de gaz à effet de serre ».

bb. *Il faut réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES)*. Cette proposition est retenue particulièrement à cause de sa complémentarité à la précédente. Lorsqu'on critique et avertit plus haut que le terminal augmentera les émissions de GES, on comprend implicitement que le contraire est souhaitable. Tous les actes de langage sont directifs et leur mode d'accomplissement direct est atténué par une stratégie qui relève soit de l'impersonalisation : « À moyen terme, il faudra trouver de nouvelles sources d'approvisionnement ou de nouveaux procédés pour réduire encore davantage leurs émissions de gaz à effet de serre »; ou d'une formulation qui en fait une règle générale. Dans l'extrait suivant, cette règle générale s'exprime par une citation tirée d'un document émis par l'actuel gouvernement : « Selon votre programme électoral de 2003, *les citoyens du Québec [...] devront prendre les moyens nécessaires pour diminuer d'ici 2012 l'émission dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, et un gouvernement ne peut acquérir une crédibilité dans ce domaine que s'il donne lui-même l'exemple* ».

cc. *Le Québec n'a pas besoin du gaz naturel de Rabaska*. Plusieurs assertions viennent en réponse à la justification énergétique du projet Rabaska fondée sur le besoin d'importer du gaz naturel. L'usage d'un jargon spécifique d'une sphère d'expertise représente une stratégie visant à adoucir la menace à la face positive : « En février

dernier, le président d'Hydro-Québec Distribution affirmait d'ailleurs que *les fermetures d'usines et de scieries dans le secteur des pâtes et papiers avaient libéré 600 MW*, soit l'équivalent de 5 TWh dans le seul secteur des pâtes et papiers. Nous n'avons malheureusement pas de chiffres équivalents pour le secteur gazier. On peut toutefois supposer que l'effet est au moins aussi important puisque les pâtes et papiers représentent environ 12 % de la consommation gazière au Québec ». D'autres sont apportées de manière directe comme cette affirmation lancée après que l'auteur ait clamé des points en commun avec le consortium, à savoir le bien-fondé du remplacement du mazout par le gaz naturel : « Or, il est possible d'utiliser le gaz naturel pour remplacer le mazout, en partie, et ce, sans construire de port méthanier ». Ce même acteur titre par ailleurs son texte en attaquant la face positive du consortium et en se réclamant des points communs avec les autres écologistes, qui l'accusaient de ne pas avoir pris position et de ne pas avoir participé à une manifestation organisée à Montréal (un échec pour les opposants) : « La position d'Équiterre : Pas besoin de port méthanier! ». On peut facilement croire que c'est davantage en vue de préserver sa propre face en regard des écologistes que l'organisation s'est prononcée publiquement sur ce dossier. On observe également des stratégies indirectes, l'auteur de l'extrait ci-dessous use d'ambiguïté en reprenant — contre elle — les propos de la PDG de Gaz Métro : « Si on tient compte que la PDG de Gaz Métro, Sophie Brochu déclare qu'un seul port méthanier pourrait voir le jour au Québec, il m'apparaît évident que le port de Cacouna devrait être privilégié à celui de Rabaska ».

dd. *Il faut favoriser les économies d'énergie et les énergies renouvelables.* Il y a récurrence de cette proposition, mais c'est surtout sa complémentarité à la proposition précédente qui la rend pertinente. On trouve ici essentiellement des actes de langage directifs, dont certains sont atténués par une formulation s'apparentant à une règle générale : « des mesures d'économie d'énergie auxquelles on devra recourir, de bon gré ou de mauvais gré ». D'autres impositions sont apportées indirectement, comme celle qui suit donnant des indices (un motif) pour agir conformément à la volonté de du locuteur : « l'État a déjà le pouvoir d'opérer cette conversion, d'une part vers le gaz naturel et, surtout, vers d'autres sources [...] (géothermie, énergie solaire, etc.) ». Il faut noter qu'encore une fois, l'auteur semble rehausser la face positive des promoteurs de Rabaska en clamant des points en commun (le besoin de gaz naturel), avant de porter une atteinte à la face (la priorisation des énergies renouvelables).

ee. *Rabaska n'est pas bon pour l'économie du Québec.* Sauf dans un cas où ils ont utilisé un acte de langage directif, les acteurs ont opéré cette proposition au moyen d'assertions directes ou indirectes, sans les mitiger. Les critiques sont directes : « Si le GIRAM s'est fortement opposé à l'aventure Rabaska, c'est entre autres raisons parce qu'il croit que, sur le strict plan économique, ce projet n'est pas bon pour les Québécois et qu'il va à l'encontre de leurs intérêts nationaux à long terme ». Il en va de même de plusieurs prédictions : « Rabaska, vraisemblablement, diminuera le rendement de l'industrie touristique locale et en particulier celui du Château

Frontenac, dont nous sommes maintenant tous propriétaires par la Caisse de dépôt ». Indirectement cette fois, en utilisant une métaphore, cet acteur se plaint : « Mince consolation, il restera quelques jobs de journaliers. Nous serons les porteurs d'eau ». Cet ex-maire poursuit, toujours de façon indirecte, avec un excès de généralisation et une autre métaphore : « beaucoup de promoteurs amplifient leur générosité en faisant pleuvoir à plein ciel des retombées économiques ».

- ff. *Il faut protéger le patrimoine de la région de Québec.* Les assertions concernant le patrimoine régional sont directes et les seules stratégies mises de l'avant par les acteurs sont adressées au lecteur autre que le consortium et les municipalités. Cette accusation envers Québec et Lévis laisse présager d'une attente à l'effet de protéger les berges d'un développement anarchique, en l'occurrence le terminal Rabaska : « Malgré les erreurs passées, le développement anarchique des berges de Québec et de Lévis persiste ». Plus loin, le même auteur loue les États-Uniens (rehaussant ainsi leur face positive) pour leur action à cet égard : « Les États-Uniens ont depuis longtemps reconnu la grande valeur des territoires côtiers (océans et Grands Lacs), au point de les protéger du développement chaotique ». La proposition se trouve aussi formulée comme une imposition directe : « Afin de ne pas dénaturer la région, les promoteurs de Rabaska devront investir pour enfouir les réservoirs et déménager la cheminée vers le sud. À défaut, ils devront trouver un autre emplacement »; ou encore directe, mais adoucie par l'impersonnalisation de l'allocutaire : « Qui reprendra le flambeau pour sauver le fleuve et l'entrée fluviale de la capitale

nationale? ». Cet auteur, enseignant à l'université, est seul à opérer cette même idée sous un acte expressif, identifié comme étant une récrimination : « Le projet Rabaska manifeste une ignorance totale du patrimoine à respecter, un mépris absolu de l'héritage à transmettre, une indifférence grossière envers le legs à laisser ».

gg. *Le projet Rabaska relève d'une logique à courte vue alors qu'il faut prendre des décisions au bénéfice des générations futures.* Présent comme on vient de le voir dans le discours lié au patrimoine, l'importance *d'assurer* un certain futur transcende les thématiques abordées par les intervenants de cette catégorie. La CPTAQ critique l'entente du consortium avec le syndicat agricole local et avertit des conséquences du terminal : « cette entente permet de préserver les terres cultivées à court terme, mais, à plus long terme, pour les générations futures, comme doit le considérer la Commission, quel serait l'effet de la réalisation du projet Rabaska? En fait, l'implantation du projet Rabaska marquera l'ouverture d'un parc industrialoportuaire ». À travers l'un de ses représentants, le Collège québécois des médecins de famille exprime également un avertissement : « le Comité santé et environnement est d'avis que devant les preuves de l'accélération constante du réchauffement du climat planétaire, ils risquent de miner notre progrès vers un avenir plus sain ». Le groupe écologiste Équiterre affirme également cette proposition : « À moyen terme, il faudra trouver de nouvelles sources d'approvisionnement ou de nouveaux procédés pour réduire encore davantage leurs émissions de gaz à effet de serre, le gaz naturel ne pouvant être qu'une énergie transitoire ».

Ces douze propositions récurrentes des opposants experts permettent d'induire les six sous-textes suivants :

14. On doit réaliser une évaluation réglementaire complète pour éclairer davantage la décision collective (v; x). Les opposants experts réclament d'autres évaluations et avis pour juger de Rabaska. Comme les opposants locaux, ils réfèrent à la dimension de la forme de l'évidence du monde civique, c'est-à-dire au mode de connaissance (l'évaluation complète) qui permet de clarifier la réalité.

15. Les gouvernements ont des devoirs en regard de la protection des populations (y). Les opposants experts sont le seul groupe d'acteurs à référer de manière récurrente au monde domestique. Décrit par analogie avec la famille, il est question dans ce monde de relations interpersonnelles dans une hiérarchie claire où chacun doit connaître son rang et agir conformément à celui-ci. Ce sous-texte est lié à la dimension d'investissement : le grand, en bon père de famille, a plus de devoirs que de droits en regard de ceux dont il est en quelque sorte responsable.

16. On doit éviter les risques inutiles pour la sécurité, l'environnement et les terres agricoles, c'est-à-dire qu'on doit en assurer la prévisibilité et de la pérennité et la réponse utile aux besoins (w; z; aa; cc; gg). En écho aux opposants locaux, les acteurs explicitent par ce sous-texte les éléments composant le principe supérieur

commun du monde industriel : la réponse utile aux besoins; le bon fonctionnement; son prolongement dans le futur (sa prévisibilité).

17. On doit développer les économies d'énergie et les énergies renouvelables pour réduire nos émissions de GES et répondre adéquatement et à long terme aux besoins énergétiques du Québec (bb; cc; dd; gg). Il est ici question de l'investissement requis dans le monde industriel. Il faut investir dans les énergies renouvelables et les moyens de réduire la consommation d'énergie de manière à assurer le progrès. Ce n'est qu'à moyen terme qu'on en retirera les bénéfices.

18. Pour être acceptable, un projet doit avoir de réelles retombées économiques (ee). Le sous-texte correspond à la dimension du mode d'expression du jugement du monde marchand, tout comme l'ont fait les opposants locaux.

19. On doit protéger le patrimoine de la région de Québec (ff; gg). Ce deuxième sous-texte associé au monde domestique s'intègre dans la dimension des relations naturelles. La continuité des traditions est d'une grande importance dans le monde domestique; protéger le patrimoine y est donc une transaction cohérente entre les êtres et objets de ce monde.

Zones de convergence entre les acteurs de la controverse

La superposition des tableaux des sous-textes des diverses catégories d'acteur permet d'observer que chacune d'elle a manifesté un contenu lié au monde industriel. Les recoupements dans les dimensions elles-mêmes sont surtout le fait des alliances naturelles et tout particulièrement celle qui unit les deux groupes d'opposants (9-16; 12-14; 13-18). On remarque un recoupement entre les promoteurs et les citoyens locaux au niveau de la dimension de l'investissement du monde civique. Les deux groupes d'acteurs réfèrent toutefois à des sujets distincts : l'accroissement des GES locaux au bénéfice d'une réduction globale des GES (5); le rejet du particularisme dans le traitement de l'information au bénéfice de tous (10).

Tableau 5 : Superposition des tableaux d'analyse spectrale

	Sup. commun	État grand	Dignité	Sujets	Objets	Invest.	Rapport grandeur	Relations naturelles	Forme vérité	Épreuve	Jugement	Forme évidence	Déchéance
Inspiré													
Domes-tique						15		19					
Opinion													
Civique		2				5-10		11				12-14	
Marchand					4			8			13-18		
Industriel	9-16	1				17		3-7		6			
Resceau													

- 1 à 5 : Promoteurs
- 6 à 8 : Appuis aux promoteurs
- 9 à 13 : Opposants locaux
- 14 à 19 : Opposants experts

Discussion

L'objectif de cette démarche empirique était de décrire la communication sociale entre les acteurs de la controverse sociotechnique entourant le projet Rabaska et de découvrir des zones de convergence par l'analyse attentive des sous-textes présents dans leurs discours. À travers la variété des principes de coordination repérés dans les sous-textes des acteurs à la lumière de l'analyse spectrale, on observe deux mondes communs convoqués par l'ensemble des acteurs, dont un à répétition; des recoupements dans des dimensions entre groupes d'acteurs partageant la même position; ainsi qu'un recoupement entre deux adversaires au sein d'une même dimension.

Formes de la convergence

Tous les groupes d'acteurs réfèrent au monde industriel et au monde marchand. Toutefois, il n'y a recoupement au niveau des dimensions de ces mondes qu'entre acteurs dont l'alliance est naturelle dans le contexte, c'est-à-dire les promoteurs et leurs appuis d'un côté; et les opposants locaux et experts de l'autre. Le monde civique réunit quant à lui trois des quatre groupes d'acteurs, exception faite des appuis aux promoteurs, et fait converger au sein d'une dimension les promoteurs et les opposants locaux.

Monde industriel

Le monde industriel est le monde de l'efficacité, de la réponse utile aux besoins, du fonctionnement régulier au sein d'un système prévisible. On y voit la société en tant

qu'organisation qui doit bien fonctionner. Toutes les catégories d'intervenants cherchent à faire valoir la meilleure façon d'être collectivement *efficaces* en recourant à diverses dimensions de ce monde. Il y a certes désaccord sur la façon de s'y prendre, mais ce souci d'efficacité est présent chez chaque catégorie d'acteurs. L'accord tacite qui en découle demeure toutefois fragile, car il n'y a pas de recoupement entre les adversaires au niveau d'une même dimension de ce monde.

Comme on l'a souligné dans les résultats, les acteurs sont rarement amenés à expliciter le principe supérieur commun. Les dimensions en sont des déclinaisons particulières qui suffisent bien souvent. Mais il arrive que des échanges lors d'un désaccord remontent suffisamment en généralité pour expliciter le principe supérieur commun (Boltanski et Thévenot, 1991), qui établit la base à partir de laquelle on jugera le monde et les êtres qui le composent. On observe cette explicitation chez les deux groupes d'opposants au travers leur sous-texte sur l'évitement des risques inutiles du terminal, notamment au sujet de la sécurité, et les moyens jugés appropriés d'assurer le bon fonctionnement de notre société sur le plan énergétique. Ce sous-texte partagé exprime le principe supérieur commun du monde industriel, au fondement même de ce qui ordonne les états de grandeur dans ce monde. L'explicitation des prétentions à la validité est d'ailleurs une marque de l'engagement des acteurs dans le débat²³. Rappelons qu'explicitation des prétentions facilite la compréhension entre acteurs et contribue à générer des engagements. Manifester ses prétentions commet les individus

²³ Se référer à la tâche d'informer dans le cadre théorique.

entre eux, car l'autre devient visiblement responsable de la réussite de l'acte, et commet l'individu à ses propres actions puisque ses intentions deviennent plus ou moins patentes, en fonction de la stratégie qui opère la proposition en question.

Les promoteurs et leurs appuis avancent également un sous-texte référant à une même dimension du monde industriel, celle des relations naturelles entre les êtres. Tous deux précisent les transactions cohérentes dans le contexte, les actions nécessaires au fonctionnement optimal des industries et du Québec. Pour eux, l'implantation du terminal méthanier est nécessaire pour résoudre des problèmes d'ordre fonctionnel. Encore ici, la convergence entre alliés va de soi.

En convoquant le monde industriel, les acteurs ont démontré leur capacité à adapter le contenu propositionnel de leurs discours en fonction de la situation. Une controverse sociotechnique touche inévitablement le monde industriel — entres autres mondes étant donné l'hétérogénéité des thèmes apportés par les acteurs de la controverse (Callon, Lascoumes et Barthes, 2001). En se collant au contexte, les acteurs donnent une cohérence à leur conversation collective et assoient la légitimité de leurs dires (Katambwe, 2011).

Monde marchand

Le monde marchand est également convoqué par toutes les catégories d'acteurs, mais à une fréquence moindre que le monde industriel. Les retombées économiques étant un

argument de taille des promoteurs, promu en tant qu'objet désirable dans leurs lettres, et reconnu comme tel ailleurs dans les médias, les deux groupes d'opposants — qui convergent ici pour une deuxième fois — adressent cette considération en remettant en doute la valeur de ces retombées. C'est donc à la valeur justifiée, propre à la dimension du mode de jugement du monde marchand, qu'ils réfèrent. Le groupe d'appui aux promoteurs désigne quant à lui, dans la dimension des relations naturelles, l'implantation du terminal en tant qu'occasion d'affaire permettant d'améliorer la compétitivité des entreprises québécoises.

Monde civique

Le monde civique apparaît dans les sous-textes des promoteurs, des opposants locaux ainsi que des opposants experts. Les protagonistes font donc aussi preuve de cohérence avec le contexte social qui inclut entre autres des procédures réglementaires propres à une société démocratique pour l'évaluation d'un tel projet avant sa construction.

Le recoupement des promoteurs et des opposants locaux dans la dimension de la formule de l'investissement porte sur le renoncement au particulier dans deux cadres d'application distincts. Les promoteurs demandent de sacrifier la qualité de l'air régional afin d'améliorer le bilan global des émissions de GES. Les citoyens demandent de sacrifier l'usage intéressé de l'information dans le cadre du débat. Le premier porte sur un thème de la controverse, les conséquences environnementales de la construction du terminal méthanier; alors que le second s'intéresse aux modalités du débat. Ce dernier

est métacommunicationnel puisqu'il jette un regard sur la façon dont l'échange se réalise, sur les règles qui le structurent et sur les conditions du consensus (les citoyens doivent avoir l'information juste pour se positionner). On peut tout de même y voir une forme de convergence, car les mondes, malgré une possible hybridité, peuvent s'appliquer à tous, dans tous les contextes : ils sont universels (Boltanski et Thévenot, 1991). Ainsi, un protagoniste prêt à sacrifier son intérêt particulier dans la divulgation de l'information pourrait faire de même pour permettre la diminution globale des émissions de GES si le collectif est au cœur de son principe de coordination. Toutefois, les deux groupes de protagonistes ne l'entendent pas ainsi. Au sacrifice de la qualité de l'air régional, les opposants locaux opposent plutôt l'explicitation du principe supérieur commun du monde industriel, une solution stable tournée à terme vers la réduction de toutes les émissions de GES (locales et globales) grâce au développement des mesures d'économie d'énergie et des énergies renouvelables. Quant aux promoteurs, ils maintiennent donner l'information juste : « Nous croyons faire un travail d'information honnête et nous ne véhiculons que des faits, contrairement à nos opposants qui peuvent affirmer toutes sortes de choses sans être confrontés ou questionnés ». Ainsi, on ne peut conclure au consensus sur ces thèmes entre ces deux groupes, mais ce qui nous intéresse est sous-jacent. Le sacrifice du particulier au profit du collectif est au fondement de leurs dires, ce qui leur donne une cohérence dans le contexte civique dans lequel se déroule l'épreuve qu'est l'évaluation du projet.

La vérité (forme de l'évidence) issue du processus réglementaire est une dimension où convergent les deux groupes d'opposants, l'un en exigeant du gouvernement qu'il éclaire sa décision à l'issue du processus, qu'il ne décide pas avant; l'autre, suivant le rapport favorable du BAPE, exigeant plus amples évaluations pour l'éclairer encore davantage. Leur position défavorable à la venue du terminal fait d'eux des alliés naturels, il n'est donc pas étonnant de constater trois zones de convergence entre ces deux groupes, d'autant plus que les profanes interpellés par la controverse – les opposants locaux — réalisent des recherches sérieuses et tiennent des discours experts. Callon, Lascoumes et Barthe (2001) insistent sur l'importance du rôle des profanes en période de controverse. Le fruit de leurs recherches, leur expertise locale et leur approche innovatrice enrichissent le débat même si on leur accorde à cet égard peu de crédibilité. Cela explique qu'ils tiennent certains arguments similaires aux opposants externes, qui détiennent quant à eux une expertise reconnue. Le corpus a permis d'observer ce phénomène : les citoyens ont réalisé des enquêtes approfondies sur des expériences internationales en matière d'implantation de terminaux méthaniers et ont appuyé leurs propos sagement, forçant parfois une justification en retour du promoteur. Il est aussi intéressant de noter que le positionnement géographique du site convoité a touché, entre autres, des citoyens riverains ayant un statut socioéconomique élevé, qui détiennent donc le capital social et culturel pour assurer une défense de leurs intérêts dans l'espace public. Rappelons que ces deux formes de capital sont des ressources stratégiques informationnelles qui profitent à certains acteurs, qui ont ainsi des moyens additionnels de faire connaître leurs attentes.

Variété des mondes convoqués

La pluralité des mondes et de leurs dimensions convoqués était attendue. Nos sociétés sont complexes précisément parce qu'il est possible de recourir à plusieurs principes d'accord (Boltanski et Thévenot, 1991). Puisque les acteurs de la controverse ont plusieurs cibles pour ces textes qu'ils font paraître dans les journaux (Lemieux, 2007), dont leurs adversaires, des citoyens à mobiliser et des gouvernements à influencer, cette variété de sous-textes semble être au service d'une volonté d'intégrer différents publics. On constate par exemple que les promoteurs réfèrent à l'état de grand du monde civique pour qualifier le processus d'examen auquel leur projet est soumis, bien que ce dernier puisse être rejeté. Il semble ici que les promoteurs déploient un effort pour faire concorder leur discours avec les attentes présumées des citoyens d'une société démocratique en valorisant les instances de ce monde pour paraître *bons joueurs*. C'est aussi le cas des opposants qui se rejoignent dans la dimension de la forme du jugement du monde marchand. En réponse aux adversaires, ils remettent en question la valeur annoncée du projet Rabaska et adressent du même coup une préoccupation présumée des élus, soit les retombées économiques réelles de Rabaska. Comme on l'a expliqué dans la tâche qui consiste à se comprendre dans la communication sociale, ce qui est dit doit être cohérent avec ce que l'autre sait en arrière-plan. Pour cela, l'allocutaire doit faire des hypothèses sur les hypothèses que son destinataire est susceptible de faire – car son environnement cognitif ne lui est pas totalement accessible – de manière à être pertinent (Sperber et Wilson, 1989).

On assiste donc à la coexistence complexe de plusieurs modes d'intégration : l'un industriel visant l'efficacité; un second en quête d'opportunités d'affaires; un troisième, civique, qui fait prévaloir le collectif au moyen de règles juridiques; puis un dernier, domestique, qui valorise la protection des citoyens et du patrimoine par un gouvernement-bon-père-de-famille (convoqué par un seul groupe d'acteur). Et ce, sans la base réellement intégratrice qu'aurait été la convergence au sein d'une dimension ou plus d'un même monde commun pour l'ensemble des acteurs.

Relations entre acteurs

Les opposants locaux ont initié le débat dans l'arène médiatique. Les citoyens sont régulièrement les lanceurs d'alerte de controverses sociotechniques (Lascoumes, 2002). Les promoteurs se sont quant à eux trouvés dans une certaine obligation de défendre leur point de vue devant les critiques des opposants au projet. Chacune de leurs interventions fait suite à une lettre ou une chronique remettant en doute la pertinence de Rabaska, généralement émise par un opposant détenant une certaine crédibilité, comme un ancien haut fonctionnaire ou un chroniqueur d'un quotidien à grand tirage.

Puisqu'il est question chez l'ensemble des protagonistes de présenter un état de choses, un point de vue, comme étant actuel (Vanderveken, 1988), la majorité des actes de langage commis dans les lettres étudiées sont de nature assertive. On y trouve notamment des actes visant à critiquer et à accuser, à informer, à contredire et à s'opposer, à prédire ainsi qu'à conjecturer. Ceux-ci ont un potentiel d'atteinte à la face

positive du destinataire. Certains, dont l'accusation et la contradiction, le font même systématiquement (Brown et Levinson, 1987). Dans un cadre d'interaction quotidienne, les acteurs tentent généralement d'éviter de commettre de telles menaces ou, à tout le moins, les adoucissent ou s'empressent de les corriger en recourant à une stratégie de politesse positive. Mais satisfaire la face de l'autre est un geste diplomatique, non une obligation. On le constate à la lecture du corpus où très peu de stratégies visant à rendre la face positive de l'adversaire sont mises en œuvre, et ce, chez tous les groupes d'acteurs. Les actes de langage peuvent avoir plus d'un destinataire. Les stratégies de politesse positive observées tiennent davantage à redresser la face d'un allié confirmé ou potentiel, comme celle des organismes évaluateurs par les promoteurs par exemple. Dans les textes analysés, on observe que les actes menaçant la face positive sont le plus souvent commis directement, soit par souci d'efficacité ou par manque d'intérêt envers la face positive du groupe adverse (Brown et Levinson, 1987). On note tout de même quelques recours à des stratégies visant à rehausser la face positive. C'est le cas des promoteurs lorsqu'ils utilisent la stratégie qui consiste à coopérer en présupposant de l'intérêt des destinataires en matière d'environnement. Ils disent ainsi que le consortium veut ce que plusieurs opposants veulent : moins d'émissions de GES.

Qui plus est, les acteurs n'hésitent pas à briser les maximes de Grice (1967)²⁴, qui visent une communication efficace, en recourant à des implications conversationnelles.

²⁴ Il existe selon Grice (1967) un contrat social autour duquel les interlocuteurs s'accordent mutuellement à l'effet que nos messages reflètent la réalité (qualité), disent ni plus ni moins que ce qui est requis (quantité), sont pertinents pour l'autre (pertinence) et sans ambiguïté (bonne manière).

Ces stratégies dites indirectes que sont entre autres l'ironie, la question rhétorique, les indices, l'ambiguïté et la métaphore obligent l'allocataire à faire des associations pour en découvrir le sens et ménagent une marge de manœuvre à l'allocataire, qui peut ensuite nier, dans l'optique de préserver sa propre face, le sens inféré par l'allocataire. Ces stratégies ne rehaussent en rien la face positive de ceux auxquels elles se destinent, elles aggravent plutôt l'atteinte. Tous les groupes en font usage. On peut attribuer, au moins en partie, ces écarts de politesse à la distance entre les intervenants de cette communication parasociale. À l'inverse de la familiarité, l'anonymat augmente les possibilités d'hostilité (Tannen, 1998; Melé, 2004; Moscovici et Doise, 1992)²⁵. Il va sans dire que la section dédiée aux lettres d'opinion du lectorat n'engage pas les acteurs au sein d'un lieu physique, mais bien d'un lieu virtuel propice, selon Bauman (2004, 2007), à maintenir les protagonistes sur un pied de guerre. Essentiellement, ces stratégies maintiennent une certaine opacité sur le propos du locuteur et nuisent à l'ajustement dans le cycle de la communication (Hollander et Willis, 1967), qui se fonde sur l'intégration des attentes des autres.

La politesse positive concerne le désir du destinataire que ce qu'il désire soit aussi désirable pour certains autres - pas nécessairement pour tous les autres. Pour qu'une réelle atteinte soit portée à sa face positive, l'allocataire doit faire partie des autres dont l'approbation importe au destinataire. Voilà qui explique le peu d'intérêt porté à la face positive entre groupes aux positions divergentes. Au contraire de la politesse positive,

²⁵ Se référer à la Dimension participative dans la Revue de littérature.

tous les autres individus posent un risque potentiel à la liberté d'action en ce qui concerne la politesse négative. Il devient donc d'autant plus important de recourir à des stratégies conséquentes pour arriver à l'objectif illocutoire d'un acte de langage qui consiste à faire faire quelque chose au destinataire (Brown et Levinson, 1987).

Les auteurs commettent également des actes de langage directifs dans le but que l'allocutaire accomplisse une certaine action dans le futur (Vanderveken, 1988) portant atteinte à la face négative, à tout coup. Avertissements, suggestions, recommandations et exigences, entre autres actes directifs, se trouvent généralement formulés avec une stratégie de politesse négative pour minimiser l'imposition : on impersonnalise le destinataire (*il faut faire ceci*); on fait de l'imposition une règle générale; on est pessimiste par rapport à l'issue de la demande; etc. La suggestion et l'avertissement impliquent quant à eux, de par leur nature, des stratégies indirectes, notamment celle qui consiste à donner des indices, en l'occurrence des motifs pour ne pas construire le terminal ou pour ne pas remettre en cause le rapport du BAPE, à titre d'exemples, et ce, sans expliciter le comportement à adopter qui est laissé à l'interprétation du destinataire. Les stratégies indirectes n'ont pas la même portée qu'elles soient orientées vers la face positive ou vers la face négative. La marge de manœuvre ménagée en regard de la face négative profite aux deux interlocuteurs (contrairement à la face positive) puisque le destinataire peut décider de ne pas entreprendre l'action souhaitée sous prétexte qu'il n'avait pas saisi la demande de du locuteur.

Conclusion

Nos sociétés où coexistent une multitude de points de vue hétérogènes, évoluant dans des environnements extrêmement complexes, développent des moyens de réduire à la fois les différences et la complexité. La communication accomplit cette double fonction en liant entre elles les interprétations différentes. Nous avons étudié cette dynamique de la convergence par la communication dans le cadre d'une controverse sociotechnique impliquant des enjeux techniques et scientifiques, inhérente à nos sociétés du risque (Beck, 2001). La controverse entourant le terminal méthanier Rabaska sur la Rive-Sud de Québec a été abordée en tant que phénomène de communication parasociale sous l'éclairage théorique de l'approche interlocutoire du lien social (Katambwe, 2011). L'objectif consistait à décrire la communication entre les protagonistes et à leur découvrir des zones de convergence par l'analyse des sous-textes implicites à leurs discours grâce à la méthode d'analyse sociopragmatique. Le corpus a été constitué de quarante lettres d'opinion publiées dans divers médias écrits depuis le début de la controverse, en 2005, jusqu'au premier décret gouvernemental d'octobre 2007 qui autorisait les promoteurs à aller de l'avant. Pour repérer les ressources discursives à l'œuvre chez les quatre groupes d'acteurs identifiés, nous avons également eu recours à la sociologie des conventions (Boltanski et Thévenot, 1991; Boltanski et Chiapello, 1999) et au modèle des stratégies de politesse (Brown et Levinson, 1987), c'est-à-dire les mondes – ou idéaux types – auxquels les acteurs réfèrent pour appuyer leur position, ainsi que les stratégies pragmatiques avec lesquelles ils opèrent ces propositions.

Il s'agit d'une première application empirique de l'approche interlocutoire du lien social (Katambwe, 2011) et de la méthode qu'elle privilégie dans le contexte de la communication parasociale que représente la controverse sociotechnique. Elle confirme la thèse de Katambwe (2011) à savoir qu'il est possible de découvrir des zones de convergence entre les acteurs par l'étude de leurs sous-textes, qui expriment leurs attentes en regard des droits et responsabilités de chacun. Bien qu'il n'y ait pas de recoupement généralisé entre tous les acteurs dans une dimension, plusieurs points de convergence sont patents à l'analyse.

On remarque bien entendu qu'il y a davantage de convergence chez les acteurs partageant une même position en regard de l'implantation du terminal : les promoteurs et leurs appuis d'un côté; les opposants locaux et experts de l'autre. Les promoteurs et les acteurs qui leur viennent en soutien s'entendent sur les actions nécessaires pour résoudre la situation dans un ordre fonctionnel. Les deux groupes d'opposants partagent les mêmes attentes au sujet de la valeur – à justifier – du terminal, sur la réalité des conclusions du processus d'évaluation réglementaire ainsi que sur le devoir de développer des solutions alternatives dans une perspective à long terme. Du côté des groupes d'opposants, les recoupements multiples permettent de conclure à la création d'un monde commun, d'une réalité intersubjective commune. Il y a identification entre les deux groupes. Rappelons que l'identification est ce contenu partagé par les acteurs, souvent implicitement, dont des croyances, des valeurs et des intérêts. Ici, comme chez Katambwe (2011), il prend la forme d'un intertexte, c'est-à-dire un amalgame de sous-

textes issus de mondes distincts, en l'occurrence industriel, civique et marchand. L'intégration est en conséquence ambiguë puisqu'elle repose sur ces principes de coordination présentant peu de compatibilité, néanmoins partagés. L'intérêt de l'approche interlocutoire du lien social est justement d'observer ces zones où les propositions seront le plus à même de créer de la cohérence, de l'identification, et de nouer le lien social.

Il est intéressant de remarquer que les promoteurs et les opposants citoyens, qui sont les acteurs les plus actifs dans la controverse en vertu de leur implication directe (le projet est l'initiative du premier et s'installe dans la cour du second), convergent sur une attente commune. Tous deux ont l'attente de voir l'autre [!] renoncer à son intérêt particulier pour le bien collectif. En conséquence, les propositions qui portent implicitement ce sous-texte devraient faire sens chez leur destinataire puisqu'elles créent ici encore de l'identification.

Peut-on conclure pour autant au renforcement du lien social par la création une réalité commune entre tous les acteurs de la controverse? Les recoupements sont insuffisants pour cela. On observe plutôt un manque d'identification entre protagonistes aux positions contradictoires en regard de l'objet de la controverse. Leurs discours mettent en scène plusieurs mondes où il y a peu de recoupements. Leurs stratégies pragmatiques concourent par ailleurs à nuire à la qualité des relations entre eux. Peu d'attention est portée à l'endroit de la partie adverse dans la façon de dire les choses, au contraire même

les acteurs en ajoutent à l'insulte, et tous usent de stratégies indirectes pour se ménager une marge de manœuvre en vue de maintenir une asymétrie informationnelle (Boltanski et Chiapello, 1999). Ils cherchent à limiter le partage d'information, incluant la divulgation de leurs attentes, afin que l'adversaire ne bénéficie pas davantage d'information pour interpréter la situation.

L'expression de tous ces points de vue par les lettres ouvertes a jeté l'éclairage sur la pluralité des intérêts défendus avec pour conséquence l'intensification de la controverse (Prochasson et Rasmussen, 2007). La distance *parasociale* des controverses est en effet propice aux hostilités. On le constate dans cette recherche. En même temps que s'accroissent les possibilités de communication par divers médias pour pallier la complexité (Bell, 1973), dont celle de tenir une conversation collective à grande échelle, s'accroissent également les possibilités de malentendus (Tannen, 1998).

La variété des principes de coordination convoqués par les acteurs tend à confirmer que les acteurs tentent de créer l'identification avec les publics qu'ils cherchent à mobiliser (Mercier et Katambwe, 2011) – citoyens qui ne se sont pas encore positionnés et gouvernements qui devront trancher – plus encore qu'avec l'adversaire. Les opposants locaux se sont investis dans des recherches techniques pour étoffer des thèmes relevant du monde industriel et se sont attaqué à la question d'ordre marchand qu'est la valeur des retombées économiques promises. Les promoteurs ont quant à eux valorisé les organismes mandatés d'étudier Rabaska, dans une perspective civique qui n'appartient

pas en propre à ce type d'organisation qui s'inscrit naturellement dans les mondes industriel et marchand.

Limites. Le caractère longuement muri d'une lettre d'opinion a certes un impact dans le ficelage des stratégies discursives des acteurs. On n'y trouve pas la spontanéité de l'entrevue télévisée, par exemple, et tous les signaux paralinguistiques susceptibles de donner encore plus d'indices sur ce que font les acteurs en interaction. Voilà une première limite posée par notre corpus. Une seconde consiste en l'exclusion des acteurs médiatiques, de leurs chroniques et éditoriaux. Ces textes ont servi l'expansion au sens où ils ont éclairé les propositions étudiées, mais leurs auteurs n'ont pas été traités comme des acteurs à part entière alors qu'ils le sont, ne serait-ce que par la représentation qu'ils en font dans les articles et reportages (Thierzy et Bovet, 2005).

Aussi, peut-être aurait-il été pertinent de cibler un épisode plus circonscrit dans la controverse du terminal méthanier Rabaska. De nombreux rebonds (Boudia, 2007) sont survenus au cours de la vaste période étudiée. Cet épisode aurait pu se concentrer, à titre d'exemple, sur les lettres qui ont suivi la publicisation du rapport favorable du BAPE, l'émission du décret du gouvernement provincial l'autorisant ou sur les complications relatives à l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié survenu un peu plus tard. Qui plus est, l'étude aurait pu prendre en compte d'autres supports comme les entrevues télévisées, les blogues, les éditoriaux et même les ouvrages militants que sont le livre *Rabaska : Autopsie d'un projet insensé* et le film *La bataille de Rabaska*.

En ce qui concerne l'analyse, en restreignant le corpus à un épisode plus limité thématiquement, il aurait été intéressant d'apprécier quantitativement les stratégies pragmatiques mises en œuvre par les acteurs et de faire un comparatif plus détaillé, graphiques à l'appui, des actions faites par les uns envers les autres, et ce, en fonction de l'allocutaire présumé. Il importe aussi de préciser au nombre des limites l'hétérogénéité interne des catégories d'acteurs. Nous n'avions pas l'attente d'y trouver des acteurs homogènes, mais peut-être que cette division aurait pu être moins ferme et s'attarder davantage à une catégorisation thématique des propositions mises de l'avant par les acteurs indépendamment de leur appartenance géographique ou organisationnelle. Aurions-nous pu y découvrir des recoupements qui nous ont échappés? Enfin, l'étude de cas comporte ses propres limites à savoir que les résultats ne sont pas généralisables.

La suite. Les limites identifiées ci-haut ouvrent la porte à d'autres démarches empiriques sur cet objet. De nouvelles applications à l'étude des controverses, notamment sociotechniques, de l'approche interlocutoire du lien social sont souhaitables pour avoir un meilleur portrait de ce qu'on est en mesure de découvrir par l'étude des sous-textes des protagonistes. L'intégration d'autres médias de communication, comme les articles de journaux, les reportages télévisés, voire les séances de conseils municipaux, sont autant d'opportunités de mieux saisir cette dynamique de la communication sociale. Un parallèle pourrait être effectué entre le déroulement des communications à distance et en coprésence, lorsque cela est possible bien sûr puisque les acteurs n'ont pas souvent l'occasion, dans des discussions collectives de l'ampleur

d'une controverse sociotechnique, d'échanger dans un même lieu physique. Les acteurs agissent-ils d'une façon plus responsable (en préservant la face de chacun) dans leur interaction en coprésence? Les éléments paralinguistiques sont par ailleurs autant de signaux qui viendraient enrichir l'analyse.

Concentrer une recherche sur la contribution des journalistes à la controverse – ou du moins les intégrer dans un corpus – en les traitant comme des acteurs au même titre que les autres est une avenue que nous favorisons pour des recherches ultérieures. Les médias jouissent bien souvent, dans la croyance populaire, d'une présomption d'impartialité qu'il serait intéressant d'examiner plus avant dans le contexte spécifique des controverses sociotechniques.

En somme, les ouvertures sont nombreuses pour tout communicologue désireux d'analyser les discours et le lien social en situation de controverse. Dans le contexte actuel, ce phénomène, notamment en regard des sciences et des techniques, n'est pas prêt de perdre de son importance et toute la question de la décision collective éclairée à la lumière des contributions des acteurs et groupes d'acteurs sociaux demeure. Qui plus est, cette question du lien social est d'abord et avant tout d'ordre communicationnel.

Références

- Baudrillard, J. (1981). *Simulacres et simulation*. Paris : Galilée.
- Baudrillard, J. (1988). *Les stratégies fatales*. Paris : Livre de poche.
- Bauman, Z. (1992). *Intimations of postmodernity*. New York : Routledge.
- Bauman, Z. (1999). *Le coût humain de la mondialisation*. Paris : Hachette.
- Bauman, Z. (2004). *L'amour liquide : De la fragilité des liens entre les hommes*. Le Rouergue : Paris.
- Bauman, Z. (2007). *Le présent liquide*. Paris : Seuil.
- Beck, U. (2001). *La société du risque : sur la voix d'une autre modernité*. Paris : Flammarion.
- Bell, D. (1973). *Coming of Post-industrial Society : A Venture in Social Forecasting*. New York : Basic Books.
- Bruner, J. (1991). *Car la culture donne forme à l'esprit*. Paris : Éditions Eshel.
- Bruner, J., (2002). *Pourquoi nous racontons-nous des histoires*. Paris : Retz.
- Bohman, J. (1996). *Public deliberation: Pluralism, Complexity, and Democracy*. Cambridge : The MIT Press.
- Boltansky, L., et Thévenot, L. (1991). *De la justification : Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.
- Boltanski, L., et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- Boudia, S. (2007). Naissance, extinction et rebonds d'une controverse scientifique : Les dangers de la radioactivité pendant la guerre froide. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse*. *Mil neuf cent*. 25. 57-170.
- Brown, P. et Levinson, S. (1987). *Politeness: Some Universals in Language Usage*. Cambridge University Press : New York.

- Cadrin, G., Dagenais, B., Lessard, M. et Sénéchal P.-P. (2009). *Rabaska : Autopsie d'un projet insensé*. Québec : Fides.
- Callon, M., Lascoumes, P., et Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- Chareaudeau, P., et Maingueneau, D. (2002). *Dictionnaire d'analyse du discours*. Paris : Seuil.
- Cooreen, F. (2001). Translation and Articulation in the Organization of Coalitions: The Great Whale River Case. *Communication Theory*. 11(2). 178–200.
- Del Sesto, S. L. (1983). Uses of Knowledge and Value in Technical Controversies : The Case of Nuclear Reactor Safety in the US. *Social Studies of Sciences*. 13. 395-416.
- Demers, C., et Charbonneau, M. (2001, Juin). *La stratégie discursive d'Hydro-Québec dans la controverse écologique Grande-Baleine*. Communication présentée à la Xe Conférence de l'Association internationale de management stratégique. Québec, Canada.
- Fabiani, J.-L. (2007). Disputes, polémiques et controverses dans les mondes intellectuels : Vers une sociologie historique des débats agonistiques. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse*. Mil neuf cent. 25. 45-60.
- Fisher, W. R. (1984). Narration as a Human Communication Paradigm: The Case of the Public Moral Argument. *Communications Monograph*. 51. 1-22.
- Généreux, J. (2006). *La dissociété*. Paris : Seuil.
- Gergen, K. J., et Gergen, M. (2006). *Le constructionisme social : un guide pour dialoguer*. Bruxelles : Satas.
- Giddens, A. (1994). *Les conséquences de la modernité*. Paris : L'Harmattan.
- Giddens, A. (2005). *La constitution de la société : éléments de la théorie de la structuration* (2^e éd.). Paris : Presses universitaires de France.
- Godard, O., Henry, C., Lagadec, P., et Michel-Kerjan, E. (2002). *Traité des nouveaux risques : précaution, crise, assurance*. Paris : Gallimard.
- Goodnight, G. T. (2005). Science and Technology Controversy : A Rationale for Enquiry. *Argumentation and advocacy*. 42. p. 26-29.

- Encyclopédia Universalis. *Talcott Parsons*. Consulté en ligne de <http://www.universalis-edu.com.biblioproxy.uqtr.ca/article2.php?napp=12938etnref=T322959> le 25 mars 2009.
- Habermas, J. (2001). *Théorie de l'agir communicationnel Tome 1*. Paris : Fayard. (Ouvrage original publié en 1987).
- Habermas, J. (2001). *Théorie de l'agir communicationnel Tome 2*. Paris : Fayard. (Ouvrage original publié en 1987).
- Javeau, C. (2007). *Les paradoxes de la postmodernité*. Paris : Presses universitaires de France.
- Katambwe, J. M. (2007). La communication au sommet stratégique : une approche discursive des mécanismes de convergence dans un groupe de hauts gestionnaires. *Recherche qualitative*. 27(1). 60-87.
- Katambwe, J. M. (2011). *Communication et lien social : Au fondement de la sociabilité*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Kebrat-Orecchioni, C. (2005). *Les actes de langage dans le discours : Théorie et fonctionnement*. Paris : Armand Colin.
- Lagadec, P., Crises : la confrontation brutale à l'extrême. Dans Godard, O., Henry, C., Lagadec, P., et Michel-Kerjan, E. (2002). *Traité des nouveaux risques : Précaution, crise, assurance*. Paris : Gallimard.
- Lascoumes, P. (2002). De l'utilité des controverses. *Bioéthique, Santé et Environnement. Journal International de Bioéthique*. 13. 68-79.
- Latour, B. (2005). *La science en action*. Paris : La Découverte. (Ouvrage original publié en 1989).
- Lemieux, C. (2007). À quoi sert l'analyse des controverses. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 191-212.
- Lilti, A. (2007). Querelles et controverses : Les formes du désaccord intellectuel à l'époque moderne. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 13-28.
- Luhmann, N. (2006). *La confiance : Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*. Paris : Economica.
- Luhmann, N., et Shmutz, J. (1999). *Politique et complexité*. Paris : Cerf.

- Lyotard, J.-F. (1979). *La condition postmoderne*. Paris : Éditions de Minuit.
- Moscovici, S., et Doise, W. (1992). *Dissensions et consensus : Une théorie générale des décisions collectives*. Paris : Presses universitaires de France.
- Merg-Essadi, D. et Schmoll, P. (2008). L'interruption volontaire de grossesse : du débat de société aux discussions entre experts. Dans Schmolls, P. *Matières à controverse*. Strasbourg : Néothèque.
- Melé, P. (2004, Octobre). *Conflits et controverses : De nouvelles scènes de production territoriale?* Communication présentée au Colloque Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action. Rennes, France.
- Mercier, E., et Katambwe, J. M. (2011). Lien social et communication politique. Une étude empirique de l'interaction parasociale entre le politicien et l'électorat. Dans Katambwe, J. M. *Communication et lien social : Au fondement de la sociabilité*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Miller, C. R. (2005). Risk, Controversy and Rhetoric : response to Goodnight. *Argumentation and Advocacy*. 42. 34-37.
- Olson, K. M., et Goodnight, G. T. (1994). Entanglements of Consumption, Cruelty, Privacy, and Fashion: The Social Controversy over Fur. *Quarterly Journal of Speech*. 80. 249-276.
- Palau, Y. (2007). Le modernisme comme controverse : Un des registres de la querelle. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 75-90.
- Pestre, D. (2007). L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 29-43.
- Prochasson, C. (2007). Les espaces de la controverse : Roland Barthes contre Raymond Picard : un prélude à Mai 68. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 141-155.
- Prochasson, C., et Rasmussen, A. (2007). Du bon usage de la dispute. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent*. 25. 5-13.
- Phillips, K. R. (1999). A Rhetoric of Controversy. *Western Journal of Communication*. 63(4). 488-510.

- Rasmussen, A. (2007). Dans l'urgence et le secret : Conflits et consensus autour de la grippe espagnole, 1918-1919. *Comment on se dispute : Les formes de la controverse. Mil neuf cent.* 25. 171-190.
- Seidman, S. (2004). *Contested Knowledge : Social theory today*. Malden, MA : Blackwell Publishing. (Ouvrage original publié en 1994).
- Searle, J. R. (1995). *La construction de la réalité sociale*. Paris : Gallimard.
- Schmoll, P. et coll. (2008). *Matières à controverse*. Strasbourg : Néothèque.
- Schwartz, S. (2006). Environmental Drama. *Quarterly Journal of Speech.* 92(3). 239-261.
- Stone, W. S. (1992). The Southern Baptiste Controversy : A Social Drama. *The Journal of Communication and Religion*, 15(2), 99-117.
- Sperber, D., et Wilson, D. (1989). *La pertinence : communication et cognition*. Paris : Éditions de Minuit.
- Steudler, F. (2008). Les OGM comme objets de controverses : enjeux, acteurs et débats. Dans Schmoll, P. *Matières à controverse*. Strasbourg : Néothèque.
- Stone, W. S. Jr. (1992). The Southern Baptist Controversy. A Social Drama. *The Journal of Communication and Religion.* 99-115.
- Taylor, C. (1996). Theorizing Practice and Practicing Theory: Toward a Constructive Analysis of Scientific Rhetorics. *Communication Theory.* 6(4). 374-387.
- Terzi, C., et Bovet, A. (2005). La composante narrative des controverses politiques et médiatiques. Pour une analyse praxéologique des actions et des mobilisations collectives. *Réseaux.* 132. 111-132.
- Touraine, A. (1992). *Critique de la modernité*. Paris : Fayard.
- Touraine, A. (1997). *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*. Paris : Fayard.
- Touraine, A. (2005). *Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui*. Paris : Fayard.
- Tannen, D. (1998). *The Argument Culture : Stopping America's War of Words*. New York : Random House.

Van der Steen, M. (2008). Ageing or Silvering? Political Debate about Ageing in the Netherlands. *Science and Public Policy*. 35(8). 575–583.

Vandeveken, D. (1988). *Les actes de discours*. Liège : Pierre Mardaga.

Yule, G. (1996). *Pragmatics*. Oxford : Oxford University Press.

.

Appendice A
Grille des mondes communs

Monde	Principe supérieur commun	État de grand	Dignité humaine	Répertoire des sujets	Répertoire objets et dispositifs	Formule d'investissement	Rapport de grandeur	Relations naturelles entre les êtres	Forme de la vérité	Épreuve	Jugement	Forme de l'évidence	Déchéance
Inspiration	Inspiration	Ce qui échappe à la mesure, spontané	Désir et inquiétude de la création	Illuminés; artistes; créatures	Inconscient; rêve éveillé	Tout remettre en question; sortir des cadres; risques	Singularité; génie libérateur	Rencontres imprévues; ouverture	Imaginaire	Aventure	Intuition	Sentiment spontané; signes, symboles	Routine; intérêt pour l'arabesque
Domestique	Tradition; hiérarchie	La supériorité hiérarchique bienveillante; dans la tradition	L'habitude rend les convenances naturelles	Les supérieurs et inférieurs; <i>plus grand ou plus petit que</i>	Règles du savoir-vivre	Pas d'égoïsme: <i>plus de devoirs que de droits</i>	Respect et responsabilité	Échanges entre gens bien élevés	La maison	Cérémonies familiales; distinctions et mondanités	Jugement du grand qui fait confiance et arbitre	Exemple; anecdotte de conduites exemplaires	Laisser-aller; impolitesses; indiscretions
Opinion	Opinion des autres	Célébrité; reconnaissance	Désir d'être reconnu	Personnalités; journalistes et porte-parole	Noms et marques; médias	Renoncement au secret	Relation d'identification et de reconnaissance	Influence et persuasion	Image publique	Événement (ex. conf. de presse)	Mouvement de l'opinion	Succès	Benédictine; Indifférence
Civique	Prédominance des collectifs; volonté générale	Représentant; ce qui est réglementaire	Aspiration aux droits civiques: êtres politiques	Collectifs et représentants ont droits et obligations en vertu d'un acte	Textes et procédures légaux	Renoncement au particulier; solidarité; contrôle des élus	Rapports de délégation	Association (ex. rassembler, débattre)	Démocratie; institutions représentatives	Manifestation pour une cause juste	Expression de volonté générale (ex. scrutin)	Loi exprime volonté générale	L'abandon au particulier; la division; l'arbitraire
Marchand	Concurrence	Désirabilité des objets; richesse, combler ses désirs	Intérêt; désir de posséder des biens rares (propriété aliénable)	Concurrents (ex. clients, acheteurs)	Richesse; objets désirables	Opportunisme des grands ds souci de l'autre	Possession: prix preuve de l'attachement des autres	Être en affaires (ex. intéresser, négocier, rivaliser)	Le marché	Les affaires; conclure marché	Prix; valeur justifiée	Argent, mesure de toute chose	Servitude de l'argent; désir de posséder les personnes
Industriel	Efficacité en relation au futur; performance	Êtres performants; machines et processus fiables	Travail, <i>potentiel d'activité</i>	Professionnels; experts; dirigeants; opérateurs	Instruments, outils, dispositifs	Progrès; coûts vs rentabilité	Mainmise de production	Fonctionnement régulier (ex. contrôler, adapter, analyser)	Organisation d'un système prévisible	Test; vérification	Ça fonctionne correctement	Régularité de la mesure	Action instrumentale
Réseau	L'activité ne s'évalue pas en terme de productivité; extension du réseau	S'engager dans un projet; ouvert, autonome, bon communicateur	Désir de se connecter aux autres	Médiateurs; innovateurs	Ce qui crée liens (ex. NTIC, partenariat)	Disponibilité; mobilité; flexibilité	Partage d'info et connexions contre le zèle et la confiance	Tisser des liens; faire confiance; s'ajuster; communiquer	Réseau	Passage d'un projet à l'autre, possible si les liens sont bons	Les gens veulent rencontrer la personne	Connexions	Attitude inopiniotée; le réseau ne s'étend plus

Appendice B
Grille des stratégies de politesse

Stratégies	Tactiques		
Ne pas faire de FTA			
On record sans redressement	Non orientées vers la face		
	Orientées vers la face		
On record avec redressement : politesse positive	Clamer des points communs	Confiner le désir de l'autre	Remarquer
			Exagérer l'intonation
			Intensifier son intérêt
		Se réclamer d'un même groupe d'appartenance	Utiliser des marqueurs d'identité
		Se réclamer d'une même perspective	Éviter les sujets litigieux
			Éviter les désaccords: accords symbolique (oui, mais), pseudoaccord (consensus non confirmé)
			Lieux communs (<i>small talk</i>)
			Humour
	Coopérer	Affirmer la connaissance et l'intérêt pour ses désirs	
		Affirmer la réflexivité	Offres et promesses
			Optimisme
			Inclusion des deux interlocuteurs
		Affirmer la réflexivité	
	Satisfaire les désirs		Offrir un cadeau, du temps, son écoute
On record avec redressement : politesse négative	Être direct	Être conventionnellement indirect	
	Ne pas présumer	Assumer le minimum sur les désirs de l'autre	
	Ne pas coherciser	Donner l'option	Adoucir l'affirmation (questions, <i>hedges</i>)
			Être conventionnellement indirect
			Ne pas présumer (questions, <i>hedges</i>)
	Communiquer le souhait de non-imposition	Minimiser la menace	Pessimisme
		Excuses	Minimiser l'imposition
			Déférence
		Dissociation du FTA	Impersonnaliser
Off record	Recourir à des implications conversationnelles	Contracter une dette ou libérer l'autre d'une dette potentielle	
		Enfreindre la maxime de pertinence	Indices de motifs
			Indices d'association
			Présupposer une critique
		Enfreindre la maxime de quantité	Euphémisme
			Exagération
			Tautologie
		Enfreindre la maxime de qualité	Contradiction
			Ironie
			Métaphore
		Enfreindre la maxime de bonne manière	Question rhétorique
			Ambiguïté
			Être vague
			Généraliser à l'excès
			Transférer la cible
			Ellipse